COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'EST DE LA SOMME

PROCES-VERBAL

SEANCE DU 15 DECEMBRE 2025

Date d'affichage et de mise en ligne de la liste des délibérations examinées : 18 décembre 2025.

L'an deux mille vingt-cinq, le 15 décembre, à 18 heures, le Conseil Communautaire de l'Est de la Somme, légalement convoqué, s'est réuni au pôle multifonction de NESLE, sous la présidence de Monsieur José RIOJA, Président.

Etaient présents tous les membres en exercice, à l'exception de MM. ACQUAIRE Alain, BARBIER Marc, RICHARD Jean-Edouard, Mmes SPRYSCH Aline, VASSEUR Julie, M. ORIER Francis, Mme CHAPUIS-ROUX Elodie, M. BRUCHET Antoine, MM. DEGENNE Laurent, SLOSAZRCZYK Florian, DEMULE Frédéric, Mme TOTET Fanny, M. FORMAN Nicolas, Mmes GENSE Caroline, RAGUENEAU Françoise, MM. URIER Francis, MUSEUX Gérard, DELVILLE Jean-Pierre, JOLY Vincent.

M. BARBIER Marc avait donné pouvoir à M. LALOI François.
Mme CHAPUIS-ROUX Elodie avait donné pouvoir à Mme DELEFORTRIE Luciane.
M. DEGENNE Laurent avait donné pouvoir à M. WISSOCQ Jean-Marc.
M. DEMULE Frédéric avait donné pouvoir à Mme COULON Stéphanie.
M. JOLY Vincent avait donné pouvoir à Mme RIQUIER Julie.
M. MUSEUX Gérard avait donné pouvoir à M. FRIZON Hervé.
M. ORIER Francis avait donné pouvoir à M. LEGRAND Eric.
M. RICHARD Jean-Edouard avait donné pouvoir à Mme POTURALSKI Patricia.
Mme SPRYSCH Aline avait donné pouvoir à M. RIOJA José.
Mme TOTET Fanny avait donné pouvoir à M. PECRIAUX Lucas.
Mme VASSEUR Julie avait donné pouvoir à M. ZOIS Christophe.

Mme GENSE Caroline était représentée par Mme GOMBART Sabine, suppléante.
M. URIER était représenté par M. LETOMBE Marc-André, suppléant.

Secrétaire de séance : Mme LARDOUX Catherine

M. MERLIER Jacques procède à l'appel des Conseillers et énonce les pouvoirs.

Le Président ouvre la séance.

COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES PAR DELEGATION DE COMPETENCES CONFIEES AU PRESIDENT

Conformément aux dispositions de l'article L 5211-10 du Code général des collectivités, le Président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant :

DECISION N°2025-20 :

MARCHE DE SECURITE A LA NOUVELLE SCENE

Le Président de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme,

Vu l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales portant délégation de pouvoirs de l'organe délibérant au Président,

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°2022-186, autorisant le Président à préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, de fournitures et de services passé selon la procédure adapté,

Vu l'annonce au BOAMP sus la référence 25-76242, publiée le 04 Juillet 2025,

Vu le marché de sécurité et de gardiennage du bâtiment de la Nouvelle Scène lors des représentations dans la salle de spectacle et ou de la salle de séminaire,

Vu l'avis favorable de la Commission d''Appel d'Offre en date du 13 Octobre 2025,

DECIDE :

ARTICLE PREMIER – D'attribuer le marché au candidat suivant, pour une durée d'exécution d'un an, reconductible trois fois un an, à compter du 1er janvier 2026, suite à la notification en date du 14 Novembre 2025,

- La sécurité et le gardiennage du bâtiment de la Nouvelle Scène lors des représentations dans la salle de spectacle et ou de la salle de séminaire, à la société EROS SECURITY, selon les modalités des pièces financières (BPU, DQE)

DECISION N°2025-21 :

MARCHE DE JOINTS DE PISCINE

Le Président de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme,

M. LEFEBVRE Eric : M. le Président, Chers Collègues, je prends la parole ce soir car ce qui s'est produit la semaine dernière dépasse le simple désaccord politique. Lors de la commission développement économique de mardi dernier, des maires de cette communauté réunis en collectif contre le projet FERTHIGY et VALAME, dont je fais partie, exerçant leur mandat avec responsabilité ont été publiquement insultés pour avoir exprimé des réserves sur un projet industriel engageant durablement notre territoire. Je le dis sans détour ce type de comportement fragilise notre institution et abîme la confiance des élus. Mais il y a plus grave que la forme, il y a aussi la crédibilité de nos décisions. La personne à l'origine de ses propos est aujourd'hui au pilotage de ce projet et sans aucune retenue fait en sorte de favoriser l'accès des entreprises VALAME et FERTIGHY sur des terrains aujourd'hui en propriété de son ex-employeur, le groupe NORIAP. Cette même personne a déjà fait l'objet d'observation lors de la cour des comptes concernant la gestion de la Nouvelle Scène de Nesle dans un rapport datant du 17 janvier 2023, ce ne sont pas des rumeurs mais des faits publics. Dans ces conditions, nous avons collectivement le devoir de nous poser une question simple mais essentielle. Quelle gouvernance voulons-nous pour ces projets ? Une gouvernance fondée sur l'exemplarité, la rigueur, le respect du débat démocratique ou une gouvernance où l'on balaie les alertes d'un revers de main et où l'on insulte ceux qui doutent ? Je ne demande ni exclusion ni procès. Je demande de la vigilance, de la lucidité et des garanties claires sur les équilibres et les responsabilités au sein du comité de pilotage de nos futures entreprises. Avoir des élus ou président de la chambre de l'agriculture de son côté, ne donne aucune légitimité face à un peuple qui ne veut pas de ces projets. Parce que ses projets méritent mieux que des invectives et parce que notre territoire mérite mieux que l'improvisation. Prenons le temps nécessaire au lieu de se précipiter vers un avenir incertain mais certainement dangereux. Merci.

2025-160
APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 17 NOVEMBRE 2025

Monsieur le Président invite l'Assemblée à approuver le procès-verbal du Conseil Communautaire du 17 novembre 2025.

Le procès-verbal n'appelle aucune observation.

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

Approuve le procès-verbal du Conseil Communautaire du 17 novembre 2025, ci-annexé.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 18/12/2025

Vu l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales portant délégation de pouvoirs de l'organe délibérant au Président,

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°2022-186, autorisant le Président à préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, de fournitures et de services passé selon la procédure adapté,

Vu l'annonce au BOAMP sus la référence 25-73995, publiée le 01er Juillet 2025,

Vu le marché de réfection des joints du Centre Aquatique Aquari'Ham,

Vu l'avis favorable de la Commission d''Appel d'Offre en date du 13 Octobre 2025,

DECIDE :

ARTICLE PREMIER – D'attribuer le marché au candidat suivant, pour une durée de 2 semaines (du 13 décembre 2025 au 28 décembre 2025), suite à la notification en date du 17 Novembre 2025,

- La réfection des joints de la piscine, à la société SAS SAREPS France, selon les pièces financières (DPGF)

DECISION N° 2025-22 :

VENTE DU VEHICULE PEUGEOT BIPPER.

Le Président de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme ;

Vu l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales portant délégation de pouvoirs de l'organe délibérant au Président ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° 2017-12, autorisant le Président de décider de l'aliénation de biens mobiliers jusqu'à 4 600,00€ ;

Vu le courriel en date du 29 octobre 2025 de ABCIS PICARDIE concernant sa proposition pour la reprise du véhicule PEUGEOT BIPPER immatriculé DB-036-LA.

Vu le montant total de 1 000€ TTC ;

DECIDE :

Article 1 :

De vendre pour la somme de 1 000€ TTC le véhicule PEUGEOT BIPPER immatriculé DB-036-LA.

2025-161

AVENANT N°2 A LA CONVENTION D'APPLICATION DU PROTOCOLE CONSTITUTIF D'UN PARTENARIAT POUR LE LANCEMENT DES ETUDES DE DIMENSIONNEMENT ET DE POSITIONNEMENT DES PLATES-FORMES PORTUAIRES EN VUE DE LA REALISATION DU CANAL SEINE-NORD EUROPE

Arrivée de M. DEGENNE Laurent à 18H25

M. RIOJA : Nous avons la chance d'avoir Mme Nathalie GAL qui est à notre disposition pour toutes questions éventuelles à ce sujet.

M. ZOIS : Plus une interrogation qu'une question. L'étude concernant l'installation du port de Nesle, n'est-ce pas un point que nous avions rejeté il y a quelques temps ? Pourquoi cet avenant ? Quel coût supplémentaire réel pour la CCES ? Sachant qu'il y a quelques mois on n'était pas forcément pour. Et là, j'ai lu une ligne à 849 623.50 € liée à l'étude, est ce qu'on parle bien de ce montant ? Quelle utilité puisque l'on n'est plus dans les études on dépense et pour l'instant je ne vois pas d'issue. N'est-ce pas dû finalement que l'Europe s'interroge et qu'elle se désengage ?

M. RIOJA : Je lève la séance et je passe la parole à Mme Nathalie GAL.

Mme GAL : Bonsoir à tous, moi je pourrais répondre que sur les aspects qui me concerne. Par rapport au financement européen, on a établi un protocole de partenariat, la région et les intercommunalités concernées par les quatre ports du canal, il n'y a pas que la CCES dans le partenariat pour ces études de conception. Le partenariat remonte à 2020. Et on a établi une convention financière en 2021 sur ce partenariat-là. A l'époque, le syndicat mixte des ports intérieurs n'existait pas, comme l'a précisé André SALOME. Dans la convention d'origine, on a une clé de répartition financière qui tient effectivement compte du financement européen puisqu'il était attribué jusqu'en 2024. Donc on a exécuté le programme d'études tel qu'il était prévu. Le financement européen s'est terminé au 31 décembre 2024. Comme les études ne sont pas complètement achevées, mais presque, il faut justement que l'on puisse terminer ces études de conception. Donc l'objectif de cet avenant est uniquement de modifier la clé de répartition financière de la convention. Aujourd'hui, il n'y a plus de financement européen donc on va passer à une clé de répartition région et CCES, avant on avait l'Europe. C'est donc uniquement l'objet de l'avenant. Modifier la clé de répartition financière sans changer le plafond financier de la convention. Cela veut dire que la CCES ne paiera pas plus que ce qu'elle aurait payée. Ça nous permet uniquement d'achever le programme d'études. Ça n'est pas du tout un désengagement de l'Europe, il était bien prévu que le financement européen s'achève en 2024 puisque l'on a obtenu cette subvention sur un programme déjà un petit peu vieux qui s'arrêtait en théorie en 2020.

M. DE WITASSE THEZY : Bonsoir, est ce que Madame est au courant de l'état de nos finances ?

M. RIOJA : Oui tout le monde est au courant même toi.

M. DE WITASSE THEZY : Je vous rappelle quand même dans moins de deux ans nous serons sous tutelle probablement et au-delà des études comment allons-nous financer cette plateforme ? Est-ce que la région a prévu un plan ? Et est-ce que la Communauté de Communes a un plan pour ce financement ?

Mme GAL : Alors ce n'est pas à moi de répondre à cette question. Elle ne concerne pas la délibération. Je vous rappelle juste que la Communauté de Communes est membre désormais du syndicat mixte des ports intérieurs donc c'est le syndicat qui a la compétence maintenant pour développer les ports intérieurs. Donc votre participation se fait dans le cadre de la participation au syndicat sur ces projets.

M. DE WITASSE THEZY : Merci de la réponse mais j'ai cru comprendre qu'il restait 500 000.00 € pour financer les études, est ce qu'on les a ?

M. ROIJA : On les aura, on s'est engagé donc il n'y a pas de problème. Même s'il faut passer par l'emprunt. Il faudra que cela se fasse.

M. DE WITASSE THEZY : Vous êtes déjà en train de nous engager sur un emprunt alors.

M. RIOJA : Pour l'instant, cher ami, je vous signale, il faudra regarder les comptes, nous pouvons nous le permettre largement. Nous sommes largement dans la possibilité de faire des emprunts.

M. DE WITASSE THEZY : Cela aurait été bien d'en discuter avant. Parce qu'on nous demande de voter, on n'a pas les éléments.

M. RIOJA : On est là pour en discuter, il n'y a pas de problème. Au jour d'aujourd'hui, il s'agit de confirmer notre engagement puisque tous les ports sont au même niveau que nous. Ces finances devront être faites d'une manière ou d'une autre.

M. ZOIS : Je vous remercie pour vos réponses. Est-ce que vous pensez que tous ces ports intérieurs qui sont en construction, il n'aurait pas fallu se regrouper et peut être en diminuer le nombre ? En faire un plutôt intéressant qui va se développer plutôt que tous ce qui est en cours et je pense que beaucoup de départements, de CCES et de régions n'ont plus les moyens. Qu'en pensez-vous ?

Mme GAL : Le choix qui a été fait par les élus, c'est de faire un syndicat unique justement pour réfléchir aux quatre projets en même temps. Donc c'est déjà un choix assez fort plutôt que de faire 4 syndicats avec des ports qui auraient pu se faire concurrence. Pour la suite, ce sont les élus du syndicat mixte qui décideront du rythme de développement. On s'était engagé à conduire les études des quatre ports simultanément, c'est ce que l'on a fait. On arrive à la fin du programme d'études, donc aujourd'hui, les élus auront les éléments pour décider de la suite.

M. DE WITASSE THEZY : Vous avez bien parlé des quatre plateformes, moi j'en vois une cinquième celle de NORIAP à LANGUEVOISIN, qui elle peut entrer en concurrence avec les autres, elle ne fait pas parti du Syndicat Mixte, comment tout cela va se gérer ?

M. RIOJA : Pour le moment, tu as raison, ça ne rentre pas dans le cadre du syndicat mixte. C'est un port indépendant. L'intérêt du Syndicat Mixte, comme disait Nathalie, c'est de regrouper les quatre ports pour justement que ça nous revienne moins cher. Chaque port aura l'opportunité de mettre en place les entreprises qui lui conviennent.

M. HAY : Le projet initial était de combien ? Et aujourd'hui nous en sommes à combien ?

M. RIOJA : Tu parles de l'ensemble du projet, mais je ne connais pas le montant de l'ensemble. S'il y a eu une augmentation nous ne l'avons pas encore.

M. HAY : Il y a le montant initial du projet puis 4 ou 5 ans après on a un autre montant. Est-ce que vous avez les chiffres ?

M. RIOJA : Non pas pour l'instant. Les chiffres définitifs ou du moins révisés ou actualisés, on ne les a pas encore. Et cela ne concerne pas cette délibération.

M. DE WITASSE THEZY : On repart donc sur 500 000.00 € de financement pour ses études, on part complétement dans l'inconnu, on ne sait pas du tout combien cela va nous coûter au final ?

M. RIOJA : De toute façon on ne va pas donner 500 000.00 € de jour au lendemain, il s'agit des études et c'est au bout des études qu'on finira par payer la somme qui nous restera à payer mais pas tout de suite il y en a pour 3 ans au moins. Tout se fera au fur et à mesure de ce qui aura été réalisé.

M. DUCAMPS : J'aimerai avoir un peu plus de détail sur la teneur et la pertinence des études. On parle quand même de 500 000.00 €, ça fait beaucoup d'argent. Est-ce que c'est bien utile ? Il y a déjà eu des grosses sommes depuis une dizaine d'années.

Mme GAL : Comme l'a indiqué André SALOME, c'est un montant plafond, donc il ne sera peut-être pas atteint. Sachant que les études se terminent plus tôt. Donc on est sur la fin des études ferroviaires qui sont des études assez coûteuses. C'est la partie la plus coûteuse du programme d'études et la fin d'études de conception mais au stade projet. Donc je ne peux pas vous dire s'ils seront atteints à ce stade mais en tout cas le port de Nesle est le plus avancé, c'est celui où on est allé le plus loin en termes d'études, c'est plutôt une bonne nouvelle d'ailleurs pour le port de Nesle. Et c'est aussi une bonne nouvelle d'avoir été aussi loin dans les études ferroviaires, ça veut dire la faisabilité du projet n'est pas remis en question au fur et mesure que les études ont avancées.

M. CARPENTIER : J'ai du mal à comprendre la différence entre la plateforme NORIAP pour laquelle il n'y a pas besoin d'étude et celle de Nesle qui demande un volume d'études assez conséquent. D'ailleurs en quoi consiste ces études ? Pourquoi cela nous coûte aussi cher ? Pourriez-vous nous faire un parallèle entre les deux plateformes ? Merci.

M. RIOJA : J'ai précisé que la plateforme NORIAP est privée et ne rentre en rien sur les études du port de Nesle qui lui dépend de la région et du Syndicat Mixte aujourd'hui. Pour le reste, je laisse Nathalie Vous répondre.

Mme GAL : Alors il y a eu 3 réunions publiques sur le port de Nesle et les concepteurs du port sont venus à chaque fois expliquer l'avancement du projet, en 2021,2022 et 2023. En fait quand on parle des études du port, ce sont vraiment des études de conception, donc ce sont des équipes de maîtrise d'œuvre que l'on a recruté qui sont composés de bureaux d'études techniques, d'architectes, de paysagistes, d'urbanistes, d'environnementalistes également pour ne citer que les principales spécialités. Et donc qui ont étudié techniquement l'aménagement du port. Ils ont mis au point un plan masse pour l'aménagement du port qui avait été présenté en réunion publique et puis on a recruté des maîtres d'œuvre ferroviaires pour la conception du raccordement ferroviaire. Alors à chaque fois il y a plusieurs étapes, ce n'est pas une seule étude. Ce sont des études qui sont de plus en plus précises et de plus en plus techniques. Depuis 2021 que ces études de conception sont lancées, on a avancé sur ces différentes étapes. Le dernier stade, c'est la phase projet, ce que l'on appelle la phase pro. Avant il y a eu les études préliminaires, l'avant-projet, et donc là les projets ont été étudiés de la façon la plus détaillée possible pour qu'on puisse ensuite, les dossiers de consultation des entreprises puissent être réalisés en prévision des futurs marchés de travaux. Donc on en est à peu près à ce stade-là de précision des projets. C'est pour ça que ce sont des études assez coûteuses. Il y a eu d'autres études de menées en parallèles plus petites mais là ce sont les principales. Ces fameuses études de conception.

Interventions d'un élu inaudible

Mme GAL : Les réunions publiques ont été l'occasion de laisser des panneaux qui ont dû tourner à la communauté de communes ou qui ont été exposés en mairie pour recueillir également l'avis de ceux qui n'avait pas pu venir à la réunion. Il y a quand même eu des informations sur le projet moins depuis un an mais parce qu'on est à un stade de détails très technique des projets qui ne nécessite plus de réunion publique.

M. CARPENTIER : Est ce que l'on peut dire que cette façon de faire nous permet de créer un cadre de faisabilité pour l'implantation des futures usines ?

Mme GAL : C'est l'objectif. Quand on parle du port, on parle à la fois du terminal portuaire qui sera la plateforme à quai à l'arrière du quai pour le stockage et la manutention des marchandises et on parle également de la zone d'activité portuaire. Quand on parle du port, on parle de tout cet ensemble-là. Et donc il y a une zone d'activité effectivement de prévue pour accueillir des activités soit industrielles soit logistiques qui auront l'usage du terminal portuaire, qui désireront faire du transport fluvial ou du transport ferroviaire.

M. CARPENTIER : Est-ce que ce sont ses raisons qui font dire qu'il n'est pas possible d'implanter FERTIGHY sur cette zone ?

Intervention d'un élu inaudible

M. RIOJA : Pour FERTIGHY, il faudrait peut-être le sortir de ce cadre parce qu'il n'a rien avoir pour l'instant et dans ce port on vous a toujours dit et je n'ai rien caché, qu'il ne pourra pas se mettre en place sur le port. Je voudrais que l'on mette de côté FERTIGHY, car il n'est pas à l'ordre du jour pour commencer et que l'on aura l'opportunité de parler de FERTIGHY dans d'autres circonstances.

Mme ZURICH : Donc on annule le point 22 ?

M. DE WITASSE THEZY : Je voudrais quand même revenir sur FERTIGHY. Parce que là on parle des études. Sur la plateforme NORIAP, c'est bien FERTIGHY et VALAME qui financent les études environnementales, les études d'impacts etc… Ce n'est pas NORIAP, ce sont bien ses entreprises. Pourquoi c'est différent pour la plateforme de Nesle ?

M. RIOJA : Je l'ignore. Je ne sais pas qui finance et d'ailleurs ce n'est pas mon problème.

M. DE WITASSE THEZY : C'est FERTIGHY qui finance les études. Ils ont de la chance c'est les industriels qui financent les études. Pour la plateforme de Nesle, c'est nous qui finançons les études.

M. RIOJA : Mais ça n'a rien à voir, chez nous c'est public. Ce n'est pas privé. Nous sommes sur un port qui nous appartiendra et qu'il appartiendra de faire vivre. Donc par conséquent, c'est incomparable.

M. DE WITASSE THEZY : Ce n'est pas très transparent non plus.

Mme GAL : Si je peux me permettre M. le Président, une petite précision, les entreprises qui auront à s'implanter sur le port de Nesle devront aussi déposer leur propre dossier d'autorisation, ce n'est pas le même contexte, sur le port intérieur de Nesle, c'est une zone d'activité donc là les études qui sont faites à ce stade, c'est celles du terminal portuaire et de la zone d'activité portuaire. Ensuite chaque porteur de projet a un permis de construire à demander, des études environnementales si jamais c'est une installation classée pour la protection de l'environnement. Il aura ses propres autorisations.

M. LEGRAND : Je voudrais avoir une précision, il s'agit d'adopter un avenant dont on nous dit que cela ne va rien changer. Mais cela va quand même changer quelque chose. On en est où ? Les chiffres que je connais c'est un montant d'études prévisionnel sur l'ensemble du linéaire et des quatre plateformes

d'environ 15 millions d'euros dont 3.4 millions pour la plateforme de Nesle. Donc c'est un prévisionnel. Ces études auraient dû être financées à 50 % par l'Europe et 50 % partagé entre la région et les communautés de communes. Donc aujourd'hui, c'est la clé de répartition que l'on change, plus d'Europe pour la suite des études, et 50 % de la région, 50 % des collectivités. Il est quand même difficile de dire que cela ne nous coûtera pas plus cher que s'il n'y avait pas d'avenant. Peut-être que cela ne dépassera pas le plafond qui était prévu au départ. Je voulais savoir où on en est. On parle de 300 000, je ne comprends pas très bien. Moi, je vois 15 millions d'études. Où on en est dans les 15 millions et où on en est dans les 3.4 millions concernant Nesle ? Que reste-t-il à financer et quel sera le réel impact sur le coût communautaire ? Le coût supplémentaire à supporter par la Communauté de Communes ? C'était la première question. La deuxième question, c'est plutôt une remarque qui fait suite à celles de mes collègues, qui n'est pas à l'ordre du jour d'aujourd'hui mais je fais quand même la remarque. J'ai souvenir d'un montant estimatif pour la réalisation du port de Nesle, de plusieurs dizaines de millions d'euros. Toujours avec une participation prévisionnelle de l'Europe d'un certain montant, je pense que c'était aussi 50% et le reste réparti aussi à 25% pour la région et 25% pour les Communautés de Communes. Au regard de l'état des finances publiques Est-ce qui valait il y a 5 ou 6 ans vaut encore aujourd'hui aussi facilement. Je n'ai pas encore la réponse. Merci.

Mme GAL : Je vous réponds uniquement sur le programme d'études. Effectivement, comme vous l'avez dit, cela ne coûte pas moins cher à la Communauté de Communes mais on ne dépassera pas le plafond. Vous faites référence aux 15 millions qui sont mentionnés dans la délibération, c'était le chiffrage initial du programme d'études. Forte heureusement on a quand même passé des marchés publics un peu inférieurs à ce que l'on avait chiffrés initialement, ce qui explique que l'on n'atteindra peut-être pas les plafonds et tant mieux pour nous tous et pour toutes les collectivités. Les 15 millions d'euros ne seront pas atteints puisque d'une part, on a passé des marchés publics plus avantageux et d'autre part il y a d'autres ports intérieurs pour lesquels on n'a pas poursuivi les études ferroviaires. Ce qui n'est pas le cas de Nesle. Et sur d'autres ports intérieurs à l'issue des études de faisabilité, les élus ont conclu qu'il n'était pas opportun de poursuivre les études, de ne pas faire de conception ferroviaire. On sera bien en deçà des 15 millions en global. Pour le port de Nesle, on les a poursuivies parce que justement la faisabilité était plutôt avérée et voire même les perspectives de trafics ferroviaires étaient encourageantes. Donc c'est la raison pour laquelle on va jusqu'au bout du programme d'études pour le port de Nesle. Moi, je ne peux pas vous répondre sur l'atteinte ou pas des 800 et quelques milles euros à l'issu du programme d'études. On n'a pas encore suffisamment de visibilité mais on a quand même été à l'économie à chaque fois que l'on pouvait pour essayer d'avoir des marchés avantageux.

M. RIOJA : Merci. De toute façon avant d'avancer davantage sur ce projet, il faudra faire une réunion publique pour expliquer à tous les élus le résultat final ou le résultat estimé au plus près de ce qui va se passer, le montant dont on aura besoin et ce que ça représente pour l'intercommunalité comme pour les autres d'ailleurs. On est quatre je vous le rappelle. Voilà.

M. LEGRAND : Une précision, d'accord pour les 15 millions, si je comprends bien l'avancement et les réflexions sur les quatre plateformes et celle de Nesle qui nous intéresse aujourd'hui, on a un montant prévisionnel d'études à hauteur de 3.4 millions HT donc on peut penser comme on poursuit les études, elles seront atteintes ou pas. C'est ce qui nous donnera une charge pour la Collectivité de 850 000.00 € environ, on est bien d'accord là-dessus ?

M.RIOJA : Maximum.

M. LEGRAND : S'il n'y avait pas eu le problème de date, la non-participation de l'Europe sur l'ensemble, aurait était divisé par deux ?

Mme GAL : Non, on ne peut pas affirmer ça puisque l'Europe a assuré un financement pendant cinq ans, de 2000 à fin 2024, donc c'est uniquement sur la fin du programme d'études où effectivement il n'y a plus de 50 % Européen. Mais on a déjà eu sur le montant que donnait André SALOME, 50 % de financement Européen sur la majeure partie.

M.ZOIS : Donc l'Europe ne pouvait pas poursuivre vues les augmentations et les délais qu'il y a eu en plus. L'Europe avait dit : j'arrête fin 2024, c'est fini après vous vous débrouillez ou elle pouvait continuer à nous accompagner ?

Mme GAL : On l'a déjà avenanté. En fait on a des programmes européens qui sont pluriannuels. Donc le financement européen que l'on a obtenu était sur un programme de 2014 à 2020. Donc on est allé au bout de la date butoir. On ne pouvait pas aller plus loin. On a déjà été bien accompagné. Il faut reconnaitre que ce financement européen a eu un véritable effet levier sur le lancement des études. Si on ne l'avait pas eu en 2020, on n'aurait pas pu réaliser tout ce que l'on a fait en si peu de temps. Le bilan est plutôt positif de ce financement.

M.RIOJA : Très bien merci.

M. HAY : Dans les études, je suis incapable de juger la pertinence des études, je n'ai pas de doute là-dessus mes compétences ne me permettent pas d'aborder des sujets aussi importants. C'est quand même le contribuable qui paie donc le projet initial est de 5 milliards un et aujourd'hui on est passé à 8 milliards. Je trouve cela inquiétant.

M.RIOJA : Cela ne veut pas dire que les ports sont concernés. Cela concerne le canal par lui-même. Les ports n'ont rien à voir. C'est nous qui prenons en charge avec la région. Et effectivement avec l'Europe au départ sur un certain nombre d'années dont on vient vous expliquer. Mise à part ça, si le canal augmente de 8 milliards, il faudra bien qu'il les trouve. De 3 milliards du moins, moi je ne sais pas si on arrive à 8 milliards, tu en sais plus que nous.

M. HAY : Je lis ce qui est écrit, j'écoute. Que l'on soit au niveau de la région, de l'Europe, ou même de la Communauté de Communes, à un moment donné s'il y a des gens qui ne seront plus en mesure de financer, comment cela va se passer ? Si l'Europe et la région se désengagent, qui va payer ?

M. RIOJA : Est-ce que l'on peut envisager que l'Etat se désengage à ce point ? Ce n'est pas possible.

M. HAY : On a bien vu en Normandie du temps de Madame ROYAL les systèmes de paiement aux autoroutes qui ont coûté 2 milliards et qui ont été abandonnés. C'est une réalité.

M. RIOJA : Continuons comme ça et on s'en va au « casse-pipe direct » et non pas à l'échelon territorial mais à l'échelon national.

M. De WITASSE THEZY : Est-ce que le budget du canal est bouclé ? Peut-être que Madame de la région pourra répondre.

M. RIOJA : Non, elle n'a pas la réponse. Elle s'occupe de tout ce qui est port. Quand il y a des réunions, je vous invite et vous demande d'assister à ses réunions publiques qui sont plus qu'indispensables de façon à être renseigné avec plus de précisions. Merci à tous. Je reprends la séance s'il vous plait.

Le Syndicat mixte des ports intérieurs du Canal Seine-Nord Europe a été créé par arrêté préfectoral du 11 août 2023, emportant le transfert des compétences de ses membres pour mener à bien les missions inscrites à son objet social.

Afin de garantir une continuité des études de conception en cours et de permettre leur achèvement dans des délais compatibles avec ceux du financement européen, sans attendre la structuration du syndicat du point de vue des ressources humaines, la Région a proposé de passer une convention de prestation de services avec le syndicat mixte. Cette convention a permis de confier à la Région la maîtrise d'ouvrage des études, dans la poursuite du protocole de partenariat du 06 mars 2020.

Un premier avenant à la convention d'application financière du protocole de partenariat a été signé en 2023 afin de procéder à des mises à jour relatives à la création du syndicat, et de maintenir les circuits financiers actuels (cofinancements par les EPCI du programme d'étude et financement européen).

La présente délibération concerne un second avenant qui fait suite au dernier comité syndical du SMPI le 6 février 2025, cet avenant est nécessaire afin de procéder à des mises à jour liées à la fin du projet européen. L'avenant permet la finalisation du programme d'étude sans financement européen, selon la clé de répartition habituelle, dans la limite des plafonds déterminés pour chacune des parties (voir annexe). La participation maximale de chaque partie reste donc identique.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération 2020-3 portant sur le partenariat pour le lancement d'études de dimensionnement et de positionnement des plateformes portuaires en vue de la réalisation du Canal Seine Nord Europe,

Vu la délibération 2021-5 portant sur le protocole de financement des études pour le port intérieur de Nesle,

Vu la délibération 2023-207 portant sur l'avenant n°1 du protocole de financement des études pour le port intérieur de Nesle,

Le conseil communautaire,

Après en avoir délibéré par, 31 voix pour, 24 voix contre (MM. BARBIER Marc, CARPENTIER Pierre, Mme CHAPUIS-ROUX Elodie, M. DE WITASSE THEZY Charles, Mme DELEFORTRIE Luciane, MM. DUCAMPS Thomas, FRISON Fabrice, FRIZON Hervé, Mme GOMBART Sabine, MM. HAY Francis, LALOI François, LEFEBVRE Eric, Mme LEFEVRE Sandra, MM. LEGRAND Eric, LEPERE Didier, MEREL Michel, MUSEUX Gérard, ORIER Francis, Mme POLIN Justine, M. SLOSARCZYK Eric, Mmes VASSEUR Julie, VERGULDEZOONE Nathalie, M. ZOIS Christophe, Mme ZURICH Christine), 1 abstention (M. BELLARD Joël), 1 ne prend part au vote (M. DEMULE Frédéric),

. approuve l'avenant n°1 à la convention d'application du protocole constitutif d'un partenariat pour le lancement des études de dimensionnement et de positionnement des ports intérieurs en vue de la réalisation du Canal Seine-Nord Europe, annexé à la présente délibération,

. autorise le Président à finaliser sous réserve de modifications non substantielles et à signer l'avenant à la convention d'application du protocole constitutif d'un partenariat pour le lancement des études

de dimensionnement et de positionnement des ports intérieurs en vue de la réalisation du Canal Seine-Nord Europe, ainsi que les actes juridiques, administratifs et financiers correspondants.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 18/12/2025

2025-162
DECISION MODIFICATIVE N°2 - 2025
BUDGET PRINCIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.1612-11,
Vu la nomenclature comptable M57,
Vu l'avis n°2025-0080 du 16 juin 2025 rendu par la chambre régionale des comptes et modifié par la décision n°2025-0080-bis du 10 juillet 2025,
Vu l'arrêté du Préfet de la Somme n° DCL/BCL/2025-0241 du 28 juillet 2025 portant règlement d'office du budget primitif 2025 de la CCES,
Vu la délibération n°2025-101 du 17 septembre 2025 approuvant la décision modificative n° 1 du budget principal,
Afin de permettre la bonne exécution budgétaire, il convient de procéder à des ajustements de dépenses et de recettes conformément à la répartition présentée ci-dessous. Ces ajustements maintiennent l'équilibre budgétaire.

Communauté de Communes de l'Est de la Somme
Budget Principal

DECISION MODIFICATIVE N° 2 / 2025 - BUDGET PRINCIPAL

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-64131-720: Personnel non titulaire - rémunérations	7 800,00 €			
D-6451-720 : Cotisations à l'URSSAF	3 000,00 €			
D-6478-720 : Autres charges sociales diverses	1 316,00 €			
D-64111-3112 : Personnel titulaire - rémunérations	4 900,00 €			
D-64131-3112 : Personnel non titulaire - rémunérations	8 000,00 €			
D-64138-3112 : Personnel non titulaire - primes et indemnités	1 480,00 €			
D-6451-3112 : Cotisations à l'URSSAF	5 500,00 €			
D-6453-3112 : Cotisations aux caisses de retraite	2 000,00 €			
D-6478-3112 : Autres charges sociales diverses	1 120,00 €			
D-6451-7331: Cotisations à l'URSSAF		6 400,00 €		
D-6451-7332: Cotisations à l'URSSAF		7 200,00 €		
TOTAL D 012 : Charges de personnel	**35 116,00 €**	**13 600,00 €**	- €	- €
D-65821-3112 : Déficit des BA à caractère administratif	23 000,00 €			
TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante	**23 000,00 €**	- €	- €	- €
D-739115-01 : FPIC		12 767,00 €		
TOTAL D 014 : Atténuation de produits	- €	**12 767,00 €**	- €	- €
D-6811-01 : Dotations aux amortissements		55 000,00 €		
TOTAL D 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	- €	**55 000,00 €**	- €	- €
R-70841-720 : Mise à disposition de personnel aux budgets annexes				4 000,00 €
R-70841-3112 : Mise à disposition de personnel aux budgets annexes			23 000,00 €	
R-70841-7331 : Mise à disposition de personnel aux budgets annexes				6 400,00 €
R-70841-7332 : Mise à disposition de personnel aux budgets annexes				7 200,00 €
TOTAL R 70 : Produits des services du domaine et ventes diverses	- €	- €	**23 000,00 €**	**17 600,00 €**
R-732221-01 : FPIC				12 767,00 €
TOTAL R 73 : Impôts et taxes	- €	- €	- €	**12 767,00 €**
R-752-4238 : Revenus des immeubles			81 978,69 €	
TOTAL R 75 : Autres produits de gestion courante	- €	- €	**81 978,69 €**	- €
R-777-01 : Quote part des subventions d'investissement				2 495,00 €
TOTAL D 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	- €	- €	- €	**2 495,00 €**
Total FONCTIONNEMENT	**58 116,00 €**	**81 367,00 €**	**104 978,69 €**	**32 862,00 €**

Communauté de Communes de l'Est de la Somme
Budget Principal

DECISION MODIFICATIVE N° 2 / 2025 - BUDGET PRINCIPAL

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
INVESTISSEMENT				
D-21838-0200 : Autre matériel informatique	2 280,00 €			
D-2185-0200 : Matériel de téléphonie		2 280,00 €		
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	**2 280,00 €**	**2 280,00 €**	- €	- €
D-13913-01 : Quote part des subventions d'investissement		2 495,00 €		
TOTAL D 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	- €	**2 495,00 €**	- €	- €
R-281351-01 : Dotations aux amortissements				55 000,00 €
TOTAL R 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	- €	- €	- €	**55 000,00 €**
Total INVESTISSEMENT	**2 280,00 €**	**4 775,00 €**	- €	**55 000,00 €**

Total Général	**25 746,00 €**	-	**17 116,69 €**

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

. approuve la décision modificative n°2 du Budget Principal, dont le détail est présenté ci-avant.

. autorise Monsieur le Président à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 18/12/2025

2025-163
DECISION MODIFICATIVE N°3 - 2025
BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.1612-11,
Vu la nomenclature comptable M49,
Vu l'avis n°2025-0080 du 16 juin 2025 rendu par la chambre régionale des comptes et modifié par la décision n°2025-0080-bis du 10 juillet 2025,
Vu l'arrêté du Préfet de la Somme n° DCL/BCL/2025-0241 du 28 juillet 2025 portant règlement d'office du budget primitif 2025 de la CCES,
Vu la délibération n°2025-106 du 17 septembre 2025 approuvant la décision modificative n° 1 du budget annexe Assainissement collectif,
Vu la délibération n°2025-132 du 17 novembre 2025 approuvant la décision modificative n° 2 du budget annexe Assainissement collectif,
Afin de permettre la bonne exécution budgétaire, il convient de procéder à des ajustements de dépenses et de recettes conformément à la répartition présentée ci-dessous. Ces ajustements maintiennent l'équilibre

budgétaire.

Communauté de Communes de l'Est de la Somme Budget annexe Assainissement Collectif

DECISION MODIFICATIVE N° 3 / 2025 - BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-6215-9211 : Personnel affecté par la collectivité de rattachement		6 400,00 €		
TOTAL D 012 : Charges de personnel	- €	**6 400,00 €**	- €	- €
D-6541-9211 : Créances admises en non valeur		10 000,00 €		
TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante	- €	**10 000,00 €**	- €	- €
D-6817-9212: Dotations aux dépréciations des actifs circulants		12 500,00 €		
TOTAL D 68 : Dotations Amort, dépréciations, provisions	- €	**12 500,00 €**	- €	- €
Total FONCTIONNEMENT	- €	**28 900,00 €**	- €	- €
INVESTISSEMENT				
Total INVESTISSEMENT	- €	- €	- €	- €

Total Général	**28 900,00 €**	- €

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

. approuve la décision modificative n°3 du Budget annexe Assainissement collectif, dont le détail est présenté ci-avant.

. autorise Monsieur le Président à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 18/12/2025

2025-164
DECISION MODIFICATIVE N°2 - 2025
BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.1612-11,
Vu la nomenclature comptable M49,
Vu l'avis n°2025-0080 du 16 juin 2025 rendu par la chambre régionale des comptes et modifié par la décision n°2025-0080-bis du 10 juillet 2025,
Vu l'arrêté du Préfet de la Somme n° DCL/BCL/2025-0241 du 28 juillet 2025 portant règlement d'office du budget primitif 2025 de la CCES,
Vu la délibération n°2025-105 du 17 septembre 2025 approuvant la décision modificative n° 1 du budget annexe Assainissement non collectif,

Afin de permettre la bonne exécution budgétaire, il convient de procéder à des ajustements de dépenses et de recettes conformément à la répartition présentée ci-dessous. Ces ajustements maintiennent l'équilibre budgétaire.

Communauté de Communes de l'Est de la Somme
Budget annexe Assainissement Non Collectif

DECISION MODIFICATIVE N° 2 / 2025 - BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-6215-01 : Personnel affecté par la collectivité de rattachement		7 200,00 €		
TOTAL D 012 : Charges de personnel	**- €**	**7 200,00 €**	**- €**	**- €**
D-022-01 : Dépenses imprévues	7 200,00 €			
TOTAL D 022 : Dépenses imprévues	**7 200,00 €**	**- €**	**- €**	**- €**
Total FONCTIONNEMENT	**7 200,00 €**	**7 200,00 €**	**- €**	**- €**
INVESTISSEMENT				
Total INVESTISSEMENT	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**

Total Général	**- €**	**- €**

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

. approuve la décision modificative n°2 du Budget annexe Assainissement non collectif, dont le détail est présenté ci-avant,

. autorise Monsieur le Président à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 18/12/2025

2025-165
DECISION MODIFICATIVE N°2 - 2025
BUDGET ANNEXE COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.1612-11,
Vu la nomenclature comptable M57,
Vu l'avis n°2025-0080 du 16 juin 2025 rendu par la chambre régionale des comptes et modifié par la décision n°2025-0080-bis du 10 juillet 2025,
Vu l'arrêté du Préfet de la Somme n° DCL/BCL/2025-0241 du 28 juillet 2025 portant règlement d'office du budget primitif 2025 de la CCES,

Vu la délibération n°2025-104 du 17 septembre 2025 approuvant la décision modificative n° 1 du budget annexe Collecte et traitement des déchets,
Afin de permettre la bonne exécution budgétaire, il convient de procéder à des ajustements de dépenses et de recettes conformément à la répartition présentée ci-dessous. Ces ajustements maintiennent l'équilibre budgétaire.

Communauté de Communes de l'Est de la Somme
Budget annexe Collecte et traitement des déchets

DECISION MODIFICATIVE N° 2 / 2025 - BUDGET ANNEXE COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-6215-720 : Personnel affecté par la collectivité de rattachement		4 000,00 €		
TOTAL D 012 : Charges de personnel	**- €**	**4 000,00 €**	**- €**	**- €**
D-65568-72134 : Autres contributions	4 025,00 €			
TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante	**4 025,00 €**	**- €**	**- €**	**- €**
D-6817-720 : Dotations aux dépréciations des actifs circulants		25,00 €		- €
TOTAL D 68 : Dotations Amort, dépréciations, provisions	**- €**	**25,00 €**	**- €**	**- €**
Total FONCTIONNEMENT	**4 025,00 €**	**4 025,00 €**	**- €**	**- €**
INVESTISSEMENT				
D-2135-72131 : Installations générales, agencements, aménagements constructions	480,00 €			
D-2188-720 : Autres immobilisations corporelles		480,00 €		
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	**480,00 €**	**480,00 €**	**- €**	**- €**
Total INVESTISSEMENT	**480,00 €**	**480,00 €**	**- €**	**- €**

Total Général	**- €**	**- €**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité,

. approuve la décision modificative n°2 du Budget annexe Collecte et traitement des déchets, dont le détail est présenté ci-avant.
. autorise Monsieur le Président à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération

Reçu à la préfecture de la Somme
le 18/12/2025

2025-166
DECISION MODIFICATIVE N°2 - 2025
BUDGET ANNEXE LA NOUVELLE SCENE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.1612-11,
Vu la nomenclature comptable M57,

Vu l'avis n°2025-0080 du 16 juin 2025 rendu par la chambre régionale des comptes et modifié par la décision n°2025-0080-bis du 10 juillet 2025,
Vu l'arrêté du Préfet de la Somme n° DCL/BCL/2025-0241 du 28 juillet 2025 portant règlement d'office du budget primitif 2025 de la CCES,
Vu la délibération n°2025-102 du 17 septembre 2025 approuvant la décision modificative n° 1 du budget annexe La nouvelle scène,
Afin de permettre la bonne exécution budgétaire, il convient de procéder à des ajustements de dépenses et de recettes conformément à la répartition présentée ci-dessous. Ces ajustements maintiennent l'équilibre budgétaire.

Communauté de Communes de l'Est de la Somme
Budget annexe - La Nouvelle Scène

DECISION MODIFICATIVE N° 2 / 2025 - BUDGET ANNEXE LA NOUVELLE SCENE

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-60632-3170 : Fournitures de petits équipements	734,00 €			
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	**734,00 €**	**- €**	**- €**	**- €**
D-6215-3170 : Personnel affecté par la collectivité de rattachement	23 000,00 €			
TOTAL D 012 : Charges de personnel	**23 000,00 €**	**- €**	**- €**	**- €**
D-6817-3171 : Dotations aux dépréciations des actifs circulants		734,00 €		- €
TOTAL D 68 : Dotations Amort, dépréciations, provisions	**- €**	**734,00 €**	**- €**	**- €**
R-75822-3170 :Prise en charge du déficit du BA à caractère administratif			23 000,00 €	
TOTAL R 75 : Autres produits de gestion courante	**- €**	**- €**	**23 000,00 €**	**- €**
Total FONCTIONNEMENT	**23 734,00 €**	**734,00 €**	**23 000,00 €**	**- €**
INVESTISSEMENT				
Total INVESTISSEMENT	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**

Total Général	**- 23 000,00 €**	**- 23 000,00 €**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité,

. approuve la décision modificative n°2 du Budget annexe La Nouvelle Scène, dont le détail est présenté ci-avant.
. autorise Monsieur le Président à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération

Reçu à la préfecture de la Somme
le 18/12/2025

2025-167
DECISION MODIFICATIVE N°2 - 2025
BUDGET ANNEXE BATIMENT INDUSTRIEL A VOCATION LOCATIVE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.1612-11,
Vu la nomenclature comptable M4,
Vu l'avis n°2025-0080 du 16 juin 2025 rendu par la chambre régionale des comptes et modifié par la décision n°2025-0080-bis du 10 juillet 2025,
Vu l'arrêté du Préfet de la Somme n° DCL/BCL/2025-0241 du 28 juillet 2025 portant règlement d'office du budget primitif 2025 de la CCES,
Vu la délibération n°2025-107 du 17 septembre 2025 approuvant la décision modificative n° 1 du budget annexe Bâtiment industriel à vocation locative,
Afin de permettre la bonne exécution budgétaire, il convient de procéder à des ajustements de dépenses et de recettes conformément à la répartition présentée ci-dessous. Ces ajustements maintiennent l'équilibre budgétaire.

Communauté de Communes de l'Est de la Somme
Budget Annexe Bâtiment industriel à vocation locative

DECISION MODIFICATIVE N° 2 / 2025 - BUDGET ANNEXE BATIMENT INDUSTRIEL A VOCATION LOCATIVE

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-6063-BR1 : Fournitures de petits équipements	4 825,00 €	- €		
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	**4 825,00 €**	**- €**	**- €**	**- €**
D-6817-BR1: Dotations aux dépréciations des actifs circulants		4 825,00 €		
TOTAL D 68 : Dotations Amort, dépréciations, provisions	**- €**	**4 825,00 €**	**- €**	**- €**
Total FONCTIONNEMENT	**4 825,00 €**	**4 825,00 €**	**- €**	**- €**
INVESTISSEMENT				
Total INVESTISSEMENT	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**

Total Général	**- €**	**- €**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité,

. approuve la décision modificative n°2 du Budget annexe Bâtiment industriel à vocation locative, dont le détail est présenté ci-avant.

. autorise Monsieur le Président à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération

Reçu à la préfecture de la Somme
le 18/12/2025

2025-168
ADMISSION EN NON VALEUR ET CREANCES ETEINTES

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les instructions budgétaires et comptables M57 et M49, notamment la procédure relative aux créances irrécouvrables,

Pour rappel, les créances irrécouvrables correspondent aux titres émis par une collectivité mais dont le recouvrement ne peut être mené à son terme par le comptable public en charge du recouvrement.

L'irrécouvrabilité des créances peut être, soit temporaire dans le cas des créances admises en non-valeur, soit définitive dans le cas de créances éteintes.

L'admission en non-valeur des créances est décidée par l'assemblée délibérante de la collectivité dans l'exercice de sa compétence budgétaire.

Elle est demandée par le comptable lorsqu'il rapporte les éléments propres à démontrer que malgré toutes les diligences qu'il a effectuées, il ne peut pas en obtenir le recouvrement.

L'admission en non-valeur prononcée par l'assemblée délibérante n'éteint pas la dette du redevable. Le titre émis garde son caractère exécutoire et l'action en recouvrement demeure possible dès qu'il apparaît que le débiteur revient à "meilleure fortune".

En cas de refus d'admettre la non-valeur, l'assemblée doit motiver sa décision et préciser au comptable les moyens de recouvrement qu'elle souhaite qu'il mette en œuvre.

Les créances éteintes sont des créances qui restent valides juridiquement en la forme et au fond mais dont l'irrécouvrabilité résulte d'une décision juridique extérieure définitive qui s'impose à la collectivité créancière et qui s'oppose à toute action en recouvrement. L'assemblée délibérante n'a dans ce cas de figure pas à se prononcer.

Les créances sont éteintes notamment dans les cas suivants :

- Prononcé d'un jugement de clôture de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif (article L. 643-11 du code de commerce),
- Prononcé d'un jugement de surendettement avec effacement de dettes.

L'état des demandes d'admission en non-valeur de créances irrécouvrables et d'effacement de dettes dressé par le comptable public (ci-annexé) fait apparaître :

- Des créances éteintes à comptabiliser au compte 6542 pour un montant de 323,36 € concernant le budget annexe Assainissement collectif,
- Des créances éteintes à comptabiliser au compte 6542 pour un montant de 120,00 € concernant le budget Principal,

- Des créances admises en non-valeur à comptabiliser au compte 6541 pour un montant de 10 879,23 € concernant le budget annexe Assainissement collectif,
- Des créances admises en non-valeur à comptabiliser au compte 6541 pour un montant de 1 091,74 € concernant le budget annexe Assainissement non collectif,

- Des créances admises en non-valeur à comptabiliser au compte 6541 pour un montant de 282,97 € concernant le budget Principal.

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré par 55 voix pour, et 2 non votants (M. JOLY Vincent, Mme RIQUIER Julie),

. **approuve** l'admission en non-valeur de créances éteintes et de créances irrécouvrables des titres récapitulés dans les documents annexés pour un montant total de :

- 11 202,59 € pour le budget annexe Assainissement collectif,
- 1 091,74 € pour le budget annexe Assainissement non collectif,
- 402,97 € pour le budget Principal.

. **approuve** que les crédits nécessaires soient inscrits au chapitre 65 des budgets concernés de l'exercice en cours,

. **autorise** le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 18/12/2025

2025-169
FINANCES
REVISION DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT (AP/CP) –AP25A1 TRAVAUX POUR COMPTE DE TIERS – REPRISE DES RESEAUX D'EAUX PLUVIALES RUE DU MARECHAL LECLERC EPPEVILLE – BILAN D'EXECUTION 2025

M. ZOIS : J'ai lu dans la note de synthèse que sur certaines communes, la CCES paie et sur certaines communes la CCES fait payer la ville. Est-ce que cela ne manque pas un peu d'équité ? Dans le fonctionnement en tous les cas ?

M.RIOJA : Non. C'est un marché qui a été fait comme ça du départ. On ne peut pas dire non plus que l'on a avantagé Nesle par rapport au reste du territoire. Puisque Nesle a commencé depuis un certain nombre d'années et que c'est une continuité. Et en ce qui concerne ce marché particulier, rue Maréchal Leclerc, nous avons un certain nombre de subventions qui nous permettent de faire avancer ce dossier, sinon on n'aurait jamais pu se le permettre.

M.SCHIETTECATTE : A la différence de Nesle qui était une déconnexion d'un réseau unitaire ce qui n'est pas le cas à Eppeville.

M.RIOJA : C'est spécifique à la rue du Maréchal Leclerc, c'est un marché en dehors de tout ça et pour lequel c'est subventionné comme il se doit avec l'agence de l'eau et tous ceux qui participent, la DETR etc…

M. LALOI : A l'époque, la ville de Ham était aussi en réseau unitaire et la ville de Ham avait participé à la déconnexion.

M.RIOJA : Où est le problème ?

M.LALOI : C'est la différence entre par exemple, entre Ham et Nesle où Nesle la déconnexion est pris en charge par la CCES et sur Ham le réseau unitaire avait été pris en charge en partie par la ville de Ham.

M. RIOJA : Sauf que la ville de Nesle a fait des efforts considérables en ce qui concerne cette partie parce qu'elle a pris également une partie des travaux à sa charge ce qui est tout à fait normal mais elle a fait des travaux de voirie à hauteur de 1 million environ et elle n'a rien demandé à l'intercommunalité. Il ne faut pas l'oublier non plus.

Un des principes des finances publiques repose sur l'annualité budgétaire. Pour engager des dépenses d'investissement qui seront réalisées sur plusieurs exercices, la collectivité doit inscrire la totalité des dépenses la 1ère année.

La procédure des autorisations de programme et crédits de paiement (AP/CP) est une dérogation à ce principe d'annualité budgétaire. Cette procédure vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier en respectant les règles d'engagement. Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la visibilité financière des engagements financiers à moyen terme.

Vu les articles L. 2311-3 et R. 2311-9 du code général des collectivités territoriales,

L'autorisation de programme constitue la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements programmés. Elle demeure valable sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à son annulation. Elle peut être révisée.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre de l'autorisation de programme correspondante. Les crédits de paiements constituent les prévisions annuelles inscrites au budget principal.

L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.

S'agissant du budget annexe Assainissement Collectif dont le régime fiscal est hors taxe, les montants de l'autorisation de programme et des crédits de paiement sont indiqués en HT.

Vu la convention de délégation de maitrise d'ouvrage entre la Communauté de Communes de l'Est de la Somme, la commune d'Eppeville et le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable d'Eppeville Esmery-Hallon,

Considérant que les travaux relatifs à cette AP/CP seront intégralement remboursés, par la commune d'Eppeville, par la comptabilisation d'écritures au compte 458 « Opérations pour le compte de tiers »,

Par délibération n° 2025-134 du 17 novembre 2025, le Conseil Communautaire a délibéré sur l'adoption d'une AP/CP pour la réalisation de travaux pour compte de tiers relatifs à la reprise des réseaux d'eaux pluviales rue du Maréchal Leclerc à Eppeville comme suit :

N° AP	Libellé	Montant HT de l'AP	CP 2025 HT	CP 2026 HT	CP 2027 HT
AP25-A1	Travaux pour compte de tiers - Reprise des réseaux d'eaux pluviales Rue du Maréchal Leclerc EPPEVILLE	1 471 214,29 €	50 000,00 €	930 198,09 €	491 016,20 €

Chaque année, obligation est faite de faire le bilan des autorisations de programme et de crédits de paiement et d'effectuer éventuellement des modifications du fait d'adaptation ou d'aléas subit par le programme.

Compte tenu qu'aucun crédit n'a été liquidé en 2025,

Il y a lieu de déterminer les crédits de paiement disponibles pour l'année 2026. Ceux-ci seront inscrits au budget primitif 2026 du budget annexe Assainissement Collectif.

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré par 41 voix pour, 1 voix contre (M. LEPERE Didier), 15 abstentions (M. BARBIER Marc, Mme CHAPUIS-ROUX Elodie, M. DE WITASSE THEZY Charles, Mme DELEFORTRIE Luciane, MM. DUCAMPS Thomas, FRIZON Hervé, Mme GOMBART Sabine, MM. HAY Francis, LALOI François, Mme LEFEVRE Sandra, MM. MEREL Michel, MUSEUX Gérard, Mmes VASSEUR Julie, VERGULDEZOONE Nathalie, M. ZOIS Christophe),

- Fixe les crédits de paiement, comme suit :

N° AP	Libellé	Montant HT de l'AP	CP Réalisés HT	CP 2026 HT	CP 2027 HT
AP25-A1	Travaux pour compte de tiers - Reprise des réseaux d'eaux pluviales Rue du Maréchal Leclerc EPPEVILLE	1 471 214,29 €	- €	980 198,09 €	491 016,20 €

- Autorise le Président, à liquider et mandater les dépenses correspondantes aux crédits de paiement 2026 et 2027 indiqués dans le tableau ci-dessus,

Reçu à la préfecture de la Somme
le 18/12/2025

2025-170

REVISION DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT (AP/CP) AP24-A TRAVAUX DE REHABILITATION DU COLLECTEUR DES EAUX USEES RUE DU MARECHAL LECLERC EPPEVILLE - BILAN D'EXECUTION 2025

Un des principes des finances publiques repose sur l'annualité budgétaire. Pour engager des dépenses d'investissement qui seront réalisées sur plusieurs exercices, la collectivité doit inscrire la totalité des dépenses la 1ère année.

La procédure des autorisations de programme et crédits de paiement (AP/CP) est une dérogation à ce principe d'annualité budgétaire. Cette procédure vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier en respectant les règles d'engagement. Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la visibilité financière des engagements financiers à moyen terme.

Vu les articles L. 2311-3 et R. 2311-9 du code général des collectivités territoriales,

L'autorisation de programme constitue la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements programmés. Elle demeure valable sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à son annulation. Elle peut être révisée.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre de l'autorisation de programme correspondante. Les crédits de paiements constituent les prévisions annuelles inscrites au budget.

L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.

S'agissant du budget annexe Assainissement Collectif dont le régime fiscal est hors taxe, les montants de l'autorisation de programme et des crédits de paiement sont indiqués en HT.

Par délibération n° 2023-199 du 30 novembre 2023, le Conseil Communautaire a délibéré sur l'adoption d'une AP/CP pour la réalisation des travaux de réhabilitation du collecteur des eaux de usées rue du Maréchal Leclerc à Eppeville,

Par délibération n° 2024-184 du 19 décembre 2024, le Conseil Communautaire a délibéré sur le bilan d'exécution 2024 et a fixé les crédits de paiement comme suit :

N° AP	Libellé	Montant HT de l'AP	CP Réalisés HT	CP 2025 HT	CP 2026 HT
AP24-A	Travaux de réhabilitation du collecteur eaux usées Rue Maréchal Leclerc EPPEVILLE	2 585 325,00 €	56 738,80 €	1 151 426,20 €	1 377 160,00 €

Chaque année, obligation est faite de faire le bilan des autorisations de programme et de crédits de paiement et d'effectuer éventuellement des modifications de fait d'adaptation ou d'aléas subit par le programme.

Compte tenu des crédits liquidés jusqu'à présent, qui représentent :

- Au 31/12/2024 : 56 738,80 €
- Au 31/12/2025 : 11 695,00 €

Il y a lieu de déterminer les crédits de paiement disponibles pour l'année 2026. Ceux-ci seront inscrits au budget primitif 2026 du budget annexe Assainissement Collectif.

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré par 40 voix pour, 1 voix contre (Mme ZURICH Christine), et 16 abstentions (M. BARBIER Marc, Mmes CHAPUIS-ROUX Elodie, DELEFORTRIE Luciane, MM. DUCAMPS Thomas, FRIZON Hervé, Mme GOMBART Sabine, MM. HAY Francis, LALOI François, Mme LEFEVRE Sandra, MM. LEGRAND Eric, MEREL Michel, MUSEUX Gérard, ORIER Francis, Mme VASSEUR Julie, VERGULDEZOONE Nathalie, M. ZOIS Christophe,

- Fixe les crédits de paiement, comme suit :

N° AP	Libellé	Montant HT de l'AP	CP Réalisés HT	CP 2026 HT	CP 2027 HT
AP24-A	Travaux de réhabilitation du collecteur eaux usées Rue Maréchal Leclerc EPPEVILLE	2 585 325,00 €	68 433,80 €	1 206 200,00 €	1 310 691,20 €

- autorise le Président, à liquider et mandater les dépenses correspondantes aux crédits de paiement 2026 et 2027 indiqués dans le tableau ci-dessus,

Reçu à la préfecture de la Somme
le 18/12/2025

2025-171

REVISION DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT (AP/CP) – AP25-A2 TRAVAUX POUR COMPTE DE TIERS – RENOUVELLEMENT DU RESEAU D'EAU POTABLE RUE DU MARECHAL LECLERC EPPEVILLE – BILAN D'EXECUTION 2025

Un des principes des finances publiques repose sur l'annualité budgétaire. Pour engager des dépenses d'investissement qui seront réalisées sur plusieurs exercices, la collectivité doit inscrire la totalité des dépenses la 1ère année.

La procédure des autorisations de programme et crédits de paiement (AP/CP) est une dérogation à ce principe d'annualité budgétaire. Cette procédure vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier en respectant les règles d'engagement. Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la visibilité financière des engagements financiers à moyen terme.

Vu les articles L. 2311-3 et R. 2311-9 du code général des collectivités territoriales,

L'autorisation de programme constitue la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements programmés. Elle demeure valable sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à son annulation. Elle peut être révisée.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre de l'autorisation de programme correspondante. Les crédits de paiements constituent les prévisions annuelles inscrites au budget principal.

L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.

S'agissant du budget annexe Assainissement Collectif dont le régime fiscal est hors taxe, les montants de l'autorisation de programme et des crédits de paiement sont indiqués en HT.

Vu la convention de délégation de maitrise d'ouvrage entre la Communauté de Communes de l'Est de la Somme, la commune d'Eppeville et le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable d'Eppeville Esmery-Hallon,

Considérant que les travaux relatifs à cette AP/CP seront intégralement remboursés, par le SIAEP d'Eppeville Esmery-Hallon, par la comptabilisation d'écritures au compte 458 « Opérations pour le compte de tiers »,

Par délibération n° 2025-133 du 17 novembre 2025, le Conseil Communautaire a délibéré sur l'adoption d'une AP/CP pour la réalisation de travaux pour compte de tiers relatifs au renouvellement du réseau d'eau potable rue du Maréchal Leclerc à Eppeville comme suit :

N° AP	Libellé	Montant HT de l'AP	CP 2025 HT	CP 2026 HT	CP 2027 HT
AP25-A2	Travaux pour compte de tiers - Renouvellement du réseau d'eau potable Rue du Maréchal Leclerc EPPEVILLE	784 377,60 €	50 000,00 €	300 863,80 €	433 513,80 €

Chaque année, obligation est faite de faire le bilan des autorisations de programme et de crédits de paiement et d'effectuer éventuellement des modifications du fait d'adaptation ou d'aléas subit par le programme.

Compte tenu qu'aucun crédit n'a été liquidé en 2025,

Il y a lieu de déterminer les crédits de paiement disponibles pour l'année 2026. Ceux-ci seront inscrits au budget primitif 2026 du budget annexe Assainissement Collectif.

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré par 38 voix pour et 19 abstentions (M. BARBIER Marc, Mme CHAPUIS-ROUX Elodie, M. DE WITASSE THEZY Charles, Mme DELEFORTRIE Luciane, MM. DUCAMPS Thomas, FRIZON Hervé, Mme GOMBART Sabine, M. HAY Francis, LALOI François, Mme LEFEVRE Sandra, MM. LEGRAND Eric, LEPERE Didier, MEREL Michel, MUSEUX Gérard, ORIER Francis, Mmes VASSEUR Julie, VERGULDEZOONE Nathalie, M. ZOIS Christophe, Mme ZURICH Christine,

- Fixe les crédits de paiement, comme suit :

N° AP	Libellé	Montant HT de l'AP	CP Réalisés HT	CP 2026 HT	CP 2027 HT
AP25-A2	Travaux pour compte de tiers - Renouvellement du réseau d'eau potable Rue du Maréchal Leclerc EPPEVILLE	784 377,60 €	- €	350 863,80 €	433 513,80 €

- autorise le Président, à liquider et mandater les dépenses correspondantes aux crédits de paiement 2026 et 2027 indiqués dans le tableau ci-dessus,

Reçu à la préfecture de la Somme
le 18/12/2025

2025-172
CLOTURE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT (AP/CP) AP24-B
TRAVAUX DE DECONNEXION DES EAUX DE PLUIE SUR LA COMMUNE DE NESLE

M. LALOI : Vous nous disiez, tout à l'heure, la ville de Nesle n'a pas demandé de fonds de concours. J'aurai préféré que la déconnexion du pluvial soit en partie payé par la ville de Nesle et que Nesle fasse une demande de subvention voirie au titre de ses voiries comme tout le monde le fait.

M.RIOJA : Mais ça été fait. Ils ont demandé des subventions aussi.

M.LALOI : Pour la voirie ? Il y a cinq minutes vous nous avez dit qu'il n'avait pas fait de demande.

M.RIOJA : Ça n'a rien à voir avec ce que je vous ai dit tout à l'heure. C'est la clôture de ce qui a été réalisé.

M.LALOI : Bon d'accord j'ai compris. Non réponse.

Un des principes des finances publiques repose sur l'annualité budgétaire. Pour engager des dépenses d'investissement qui seront réalisées sur plusieurs exercices, la collectivité doit inscrire la totalité des dépenses la 1ère année.

La procédure des autorisations de programme et crédits de paiement (AP/CP) est une dérogation à ce principe d'annualité budgétaire. Cette procédure vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier en respectant les règles d'engagement. Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la visibilité financière des engagements financiers à moyen terme.

Vu les articles L. 2311-3 et R. 2311-9 du code général des collectivités territoriales,

L'autorisation de programme constitue la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements programmés. Elle demeure valable sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à son annulation. Elle peut être révisée.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre de l'autorisation de programme correspondante. Les crédits de paiements constituent les prévisions annuelles inscrites au budget.

L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.

S'agissant du budget annexe Assainissement Collectif dont le régime fiscal est hors taxe, les montants de l'autorisation de programme et des crédits de paiement sont indiqués en HT.

Par délibération n°2023-200 en date du 30 novembre 2023, le Conseil Communautaire a délibéré sur l'ouverture de l'autorisation de programme et de crédits de paiement (AP/CP) – AP24-B pour les travaux de déconnexion des eaux de pluie sur la commune de Nesle.

Par délibération n°2024-139 en date du 26 septembre 2024, cette AP/CP a été révisée pour ajuster le montant des crédits de paiements inscrits en 2024 et ainsi les mettre en adéquation avec l'état d'avancement des travaux.

N° AP	Libellé	Montant HT de l'AP	CP 2024 HT	CP 2025 HT
AP24-B	Travaux de déconnexion des eaux de pluie sur la commune de NESLE	1 320 000,00 €	1 294 614,00 €	25 386,00 €

Par délibération n°2024-183 en date du 19 décembre 2024, cette AP/CP a été révisée pour ajuster le montant des crédits de paiements inscrits en 2025 et ainsi les mettre en adéquation avec l'état d'avancement des travaux.

N° AP	Libellé	Montant HT de l'AP	CP 2024 Réalisés HT	CP 2025 HT
AP24-B	Travaux de déconnexion des eaux de pluie sur la commune de NESLE	1 320 000,00 €	916 598,98 €	403 401,02 €

Chaque année, obligation est faite de faire le bilan des autorisations de programme et de crédits de paiement et d'effectuer éventuellement des modifications de fait d'adaptation ou d'aléas subit par le programme.
Compte tenu des crédits liquidés jusqu'à présent, qui représentent :

- Au 31/12/2024 : 916 598,98 €
- Au 30/09/2025 : 393 308,05 €

Considérant que les travaux liés à la déconnexion des eaux de pluie sur la commune de Nesle sont achevés et que l'ensemble des situations financières sont désormais acquittées pour un montant total de 1 309 907,03 € HT

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré par 38 voix pour, 6 voix contre (M. BARBIER Marc, Mmes CHAPUIS-ROUX Elodie, DELEFORTRIE Luciane, GOMBART Sabine, M. LALOI François, Mme LEFEVRE Sandra), et 13 abstentions (MM. DE WITASSE THEZY Charles, DUCAMPS Thomas, FRIZON Hervé, HAY Francis, LEGRAND Eric, LEPERE Didier, MEREL Michel, MUSEUX Gérard, ORIER Francis, Mmes VASSEUR Julie, VERGULDEZOONE Nathalie, M. ZOIS Christophe, Mme ZURICH Christine),

. Prononce la clôture de l'autorisation de programme n° AP24B – Travaux de déconnexion des eaux de pluie sur la commune de Nesle, arrêtée au montant de 1 309 907,03 € HT et réalisée comme suit :

N° AP	Libellé	Montant HT de l'AP Initiale	Montant HT de l'AP Clôturée	CP 2024 Réalisés HT	CP 2025 Réalisés HT
AP24-B	Travaux de déconnexion des eaux de pluie sur la commune de NESLE	1 320 000,00 €	1 309 907,03 €	916 598,98 €	393 308,05 €

Reçu à la préfecture de la Somme
le 18/12/2025

2025-173
REMBOURSEMENT DES CHARGES DE PERSONNEL PAR LES BUDGETS ANNEXES AU BUDGET PRINCIPAL POUR 2025

Il est proposé de fixer les modalités de refacturation des charges de personnel devant impacter les budgets annexes Centre aquatique, La nouvelle scène, Collecte et traitement des déchets, Assainissement collectif et Assainissement non collectif alors qu'elles sont supportées par le budget principal.

La refacturation des charges de personnel (coût chargé comprenant la totalité de la rémunération, de ses éléments accessoires ainsi que des charges patronales associées) sera annuelle lorsque les coûts réels définis par les états de paies sont connus au plus tard le 31 décembre de l'année.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les instructions budgétaires et comptables M57 et M49,

Considérant que le budget principal de la CCES supporte l'intégralité des charges de personnel qui peuvent relever des budgets annexes,

Considérant les grands principes budgétaires des finances publiques, qui prévoient que, chaque budget doit retracer l'ensemble des dépenses et l'ensemble des recettes nécessaires à son exécution,

Considérant le principe de sincérité budgétaire,

Constatant l'inscription à l'article 6215 des budgets annexes 2025 Centre aquatique, La nouvelle scène, Collecte et traitement des déchets, Assainissement collectif et Assainissement non collectif des crédits de dépenses nécessaires au remboursement des frais de personnel au budget principal selon le détail ci-dessous :

	Crédits ouverts 2025 (Budget Primitif + Décisions modificatives)				
	Centre Aquatique	La Nouvelle Scène	Déchets	Assainissement Collectif	Assainissement Non Collectif
6215 - Personnel affecté à la collectivité de rattachement	470 110,00 €	99 365,00 €	104 000,00 €	67 150,00 €	104 325,00 €

Constatant l'inscription à l'article 70841 du budget principal 2025 des crédits de recettes d'un montant de 844 950 € issus des charges de personnels remboursées par les budgets annexes Centre aquatique, La nouvelle scène, Collecte et traitement des déchets, Assainissement collectif et Assainissement non collectif,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

. approuve les modalités de remboursement des charges de personnel pour l'année 2025 par les budgets annexes Centre aquatique, La nouvelle scène, Collecte et traitement des déchets, Assainissement collectif et Assainissement non collectif au budget principal.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 18/12/2025

2025-174

DELIBERATION AUTORISANT LE PRESIDENT A ENGAGER, LIQUIDER ET MANDATER LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT – BUDGET GENERAL ET BUDGETS ANNEXES (DANS LA LIMITE DU QUART DES CREDITS OUVERTS AU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT)

Il est rappelé les dispositions de l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, applicables aux EPCI :

« *Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.*

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme (en section d'investissement) ou d'engagement (en section de fonctionnement) votée sur des exercices antérieurs, la règle applicable dépend de l'instruction budgétaire et comptable à laquelle est soumise le budget.

Ainsi, les instructions budgétaires et comptables M4 et M49 stipulent que l'exécutif peut liquider des dépenses pluriannuelles et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement. Sont concernés par cette

règle les budgets annexes Assainissement Collectif, Assainissement Non Collectif, Bâtiment industriel à vocation locatives.

L'instruction budgétaire et comptable M57 stipule que lorsque la section d'investissement ou la section de fonctionnement du budget comporte soit des autorisations de programme et des crédits de paiement, soit des autorisations d'engagement et des crédits de paiement, le président de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme peut, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'à son règlement en cas de non-adoption du budget, liquider et mandater les dépenses d'investissement et les dépenses de fonctionnement correspondant aux autorisations ouvertes au cours des exercices antérieurs, dans la limite d'un montant de crédits de paiement par chapitre égal au tiers des autorisations ouvertes au cours de l'exercice précédent. Sont concernés par cette règle le budget Principal ainsi que les budgets annexes La Nouvelle Scène, Centre Aquatique, Collecte et traitement des déchets.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus. »

Vu l'avis n°2025-0080 du 16 juin 2025 rendu par la chambre régionale des comptes et modifié par la décision n°2025-0080-bis du 10 juillet 2025,
Vu l'arrêté du Préfet de la Somme n° DCL/BCL/2025-0241 du 28 juillet 2025 portant règlement d'office du budget primitif 2025 de la CCES,
Vu la délibération n°2025-101 du 17 septembre 2025 approuvant la décision modificative n° 1 du budget principal,
Vu la délibération n°2025-102 du 17 septembre 2025 approuvant la décision modificative n° 1 du budget annexe La nouvelle scène,
Vu la délibération n°2025-103 du 17 septembre 2025 approuvant la décision modificative n° 1 du budget annexe Centre aquatique,
Vu la délibération n°2025-104 du 17 septembre 2025 approuvant la décision modificative n° 1 du budget annexe Collecte et traitement des déchets,
Vu la délibération n°2025-105 du 17 septembre 2025 approuvant la décision modificative n° 1 du budget annexe Assainissement non collectif,
Vu la délibération n°2025-106 du 17 septembre 2025 approuvant la décision modificative n° 1 du budget annexe Assainissement collectif,
Vu la délibération n°2025-107 du 17 septembre 2025 approuvant la décision modificative n° 1 du budget annexe Bâtiment industriel à vocation locative,
Vu la délibération n°2025-132 du 17 novembre 2025 approuvant la décision modificative n° 2 du budget annexe Assainissement collectif,

En application des dispositions ci-dessus mentionnées,

Il est proposé pour chacun des budgets d'autoriser Monsieur le Président à engager, liquider, mandater les dépenses d'investissement (hors Autorisations de Programme) selon les modalités suivantes :

Budget annexe Centre Aquatique :

Chapitre	Article M57	Opération	Crédits ouverts en 2025 (BP+BS+DM+RAR 2024)	RAR 2024 inscrits au BP 2025	Crédits ouverts au titre des AP/CP 2025	Dépenses Eligibles (art. L.1612-1 CGCT)	Montant autorisé avant le vote du BP 2026
			(a)	*(b)*	*(c)*	*(d = a - b - c)*	*(e = d / 4)*
21			**117 927,00 €**	**7 631,88 €**	**- €**	**110 295,12 €**	**27 573,78 €**
	21351		93 159,00 €	7 631,88 €		85 527,12 €	21 381,78 €
	21538		4 000,00 €			4 000,00 €	1 000,00 €
	2158		16 398,00 €			16 398,00 €	4 099,50 €
	21838		3 632,00 €			3 632,00 €	908,00 €
	2188		738,00 €			738,00 €	184,50 €
							27 573,78 €

Budget annexe La Nouvelle Scène :

Chapitre	Article M57	Opération	Crédits ouverts en 2025 (BP+BS+DM+RAR 2024)	RAR 2024 inscrits au BP 2025	Crédits ouverts au titre des AP/CP 2025	Dépenses Eligibles (art. L.1612-1 CGCT)	Montant autorisé avant le vote du BP 2026
			(a)	*(b)*	*(c)*	*(d = a - b - c)*	*(e = d / 4)*
21			**7 228,44 €**	**1 928,44 €**	**- €**	**5 300,00 €**	**1 325,00 €**
	21351		5 300,00 €			5 300,00 €	1 325,00 €
	2158		1 796,00 €	1 796,00 €		- €	- €
	2188		132,44 €	132,44 €		- €	- €
							1 325,00 €

Budget annexe Collecte et traitement des déchets :

Chapitre	Article M57	Opération	Crédits ouverts en 2025 (BP+BS+DM+RAR 2024)	RAR 2024 inscrits au BP 2025	Crédits ouverts au titre des AP/CP 2025	Dépenses Eligibles (art. L.1612-1 CGCT)	Montant autorisé avant le vote du BP 2026
			(a)	*(b)*	*(c)*	*(d = a - b - c)*	*(e = d / 4)*
20			**15 352,50 €**	**15 352,50 €**	**- €**	**- €**	**- €**
	2031		15 352,50 €	15 352,50 €		- €	- €
21			**73 700,00 €**	**25 628,40 €**	**- €**	**48 071,60 €**	**12 017,90 €**
	21351		26 180,00 €	25 628,40 €		551,60 €	137,90 €
	2188		47 520,00 €			47 520,00 €	11 880,00 €
23			**35 720,00 €**	**720,00 €**	**- €**	**35 000,00 €**	**8 750,00 €**
	2313		720,00 €	720,00 €		- €	- €
	2315		35 000,00 €			35 000,00 €	8 750,00 €
							20 767,90 €

Budget annexe Bâtiments Industriels :

Chapitre	Article M4	Opération	Crédits ouverts en 2025 (BP+BS+DM+RAR 2024)	RAR 2024 inscrits au BP 2025	Crédits ouverts au titre des AP/CP 2025	Dépenses Eligibles (art. L.1612-1 CGCT)	Montant autorisé avant le vote du BP 2026
			(a)	*(b)*	*(c)*	*(d = a - b - c)*	*(e = d / 4)*
21			**11 500,00 €**	**- €**	**- €**	**11 500,00 €**	**2 875,00 €**
	2135		10 000,00 €			10 000,00 €	2 500,00 €
	2183		1 000,00 €				
	2188		500,00 €			500,00 €	125,00 €
23			**24 079,43 €**	**24 079,43 €**	**- €**	**- €**	**- €**
	2318		24 079,43 €	24 079,43 €		- €	- €
							2 875,00 €

Budget annexe Assainissement Collectif :

Chapitre	Article M4	Opération	Crédits ouverts en 2025 (BP+BS+DM+RAR 2024)	RAR 2024 inscrits au BP 2025	Crédits ouverts au titre des AP/CP 2025	Dépenses Eligibles (art. L.1612-1 CGCT)	Montant autorisé avant le vote du BP 2026
			(a)	*(b)*	*(c)*	*(d = a - b - c)*	*(e = d / 4)*
20			**38 230,20 €**	**38 230,20 €**	**- €**	**- €**	**- €**
	2031		38 230,20 €	38 230,20 €		- €	- €
21			**119 816,00 €**	**14 815,52 €**	**- €**	**105 000,48 €**	**26 250,12 €**
	21311		3 000,00 €			3 000,00 €	750,00 €
	21532		108 016,00 €	14 815,52 €		93 200,48 €	23 300,12 €
	2158		8 000,00 €			8 000,00 €	2 000,00 €
	2183		800,00 €			800,00 €	200,00 €
23			**2 931 987,00 €**	**- €**	**1 554 827,22 €**	**1 377 159,78 €**	**344 289,95 €**
	2315		2 931 987,00 €		1 554 827,22 €	1 377 159,78 €	344 289,95 €
4581			**100 000,00 €**	**- €**	**100 000,00 €**	**- €**	**- €**
	45812501		50 000,00 €		50 000,00 €	- €	- €
	45812502		50 000,00 €		50 000,00 €	- €	- €
							370 540,07 €

Budget annexe Assainissement Non Collectif :

Chapitre	Article M4	Opération	Crédits ouverts en 2025 (BP+BS+DM+RAR 2024)	RAR 2024 inscrits au BP 2025	Crédits ouverts au titre des AP/CP 2025	Dépenses Eligibles (art. L.1612-1 CGCT)	Montant autorisé avant le vote du BP 2026
			(a)	*(b)*	*(c)*	*(d = a - b - c)*	*(e = d / 4)*
21			**22 400,00 €**	**- €**	**- €**	**22 400,00 €**	**5 600,00 €**
	2182		20 000,00 €			20 000,00 €	5 000,00 €
	2183		2 400,00 €			2 400,00 €	600,00 €
							5 600,00 €

Budget Principal :

Chapitre	Article M57	Opération	Crédits ouverts en 2025 (BP+BS+DM+RAR 2024)	RAR 2024 inscrits au BP 2025	Crédits ouverts au titre des AP/CP 2025	Dépenses Eligibles (art. L.1612-1 CGCT)	Montant autorisé avant le vote du BP 2026
			(a)	*(b)*	*(c)*	*(d = a - b - c)*	*(e = d / 4)*
20			**376 748,00 €**	**329 096,44 €**	**- €**	**47 651,56 €**	**11 912,89 €**
	202		122 000,61 €	74 349,05 €		47 651,56 €	11 912,89 €
	2031		254 747,39 €	254 747,39 €		- €	- €
204			**1 166 887,00 €**	**922 621,05 €**	**- €**	**244 265,95 €**	**61 066,49 €**
	204121		585 996,11 €	401 730,16 €		184 265,95 €	46 066,49 €
	2041412		488 593,99 €	488 593,99 €		- €	- €
	20422		92 296,90 €	32 296,90 €		60 000,00 €	15 000,00 €
21			**1 440 547,39 €**	**617 486,08 €**	**- €**	**823 061,31 €**	**205 765,33 €**
	2111		483 749,28 €	183 749,28 €		300 000,00 €	75 000,00 €
	2113		210 186,00 €	210 186,00 €		- €	- €
	2115		200 000,00 €			200 000,00 €	50 000,00 €
	2121		2 500,00 €			2 500,00 €	625,00 €
	2128		26 400,00 €			26 400,00 €	6 600,00 €
	21351		195 676,89 €	105 798,58 €		89 878,31 €	22 469,58 €
	2138		7 681,52 €	1 681,52 €		6 000,00 €	1 500,00 €
	2151		127 523,36 €	7 523,36 €		120 000,00 €	30 000,00 €
	2152		4 621,72 €	621,72 €		4 000,00 €	1 000,00 €
	21538		9 000,00 €			9 000,00 €	2 250,00 €
	21568		81 682,27 €	81 682,27 €		- €	- €
	2158		29 428,35 €	9 828,35 €		19 600,00 €	4 900,00 €
	2181		2 500,00 €			2 500,00 €	625,00 €
	21828		8 400,00 €			8 400,00 €	2 100,00 €
	21838		20 618,66 €	9 220,66 €		11 398,00 €	2 849,50 €
	21848		4 165,00 €			4 165,00 €	1 041,25 €
	2185		3 484,32 €	1 204,32 €		2 280,00 €	570,00 €
	2188		22 930,02 €	5 990,02 €		16 940,00 €	4 235,00 €
23			**1 056 077,00 €**	**285 152,15 €**	**158 631,46 €**	**612 293,39 €**	**153 073,35 €**
	2313		629 292,51 €	212 044,71 €		417 247,80 €	104 311,95 €
	2313	0145	160 387,51 €		158 631,46 €	1 756,05 €	439,01 €
	2315		263 960,98 €	70 671,44 €		193 289,54 €	48 322,39 €
	2318		2 436,00 €	2 436,00 €		- €	- €
27			**216 665,60 €**	**116 665,60 €**	**- €**	**100 000,00 €**	**25 000,00 €**
	2764		216 665,60 €	116 665,60 €		100 000,00 €	25 000,00 €
							456 818,05 €

L'autorisation d'ouverture de crédits pour les Autorisations de Programme relevant de l'instruction budgétaire et comptable M49 pourra être opérée dans la limite des crédits de paiements 2026 prévus selon les modalités suivantes :

N° AP	Libellé	Chapitre	Montant HT de l'AP	CP 2026 HT
AP25-A1	Travaux pour compte de tiers - Reprise des réseaux d'eaux pluviales Rue du Maréchal Leclerc EPPEVILLE	4581	1 471 214,29 €	980 198,09 €
AP25-A2	Travaux pour compte de tiers - Renouvellement du réseau d'eau potable Rue du Maréchal Leclerc EPPEVILLE	4581	784 377,60 €	350 863,80 €
AP24-A	Travaux de réhabilitation du collecteur eaux usées Rue Maréchal Leclerc EPPEVILLE	23	2 585 325,00 €	1 206 200,00 €

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré par 51 voix pour, 1 voix contre (Mme LEFEVRE Sandra), 4 abstentions (MM. BARBIER Marc, DE WITASSE THEZY Charles, LALOI François, Mme ZURICH Christine, 1 n'a pas pris part au vote (M. DUCAMPS Thomas),

. autorise le Président à engager, liquider et mandater, avant le vote des budgets primitifs 2026, les dépenses nouvelles d'investissement 2026 sur le budget principal et sur les budgets annexes Centre Aquatique, La Nouvelle Scène, Bâtiments Industriels à vocation locative, Assainissement Collectif, Assainissement Non Collectif et Collecte et traitement des déchets, et ce dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits relatifs au remboursement de la dette et aux participations et créances rattachées, selon les modalités exposées précédemment,

. autorise le Président à engager, liquider et mandater, avant le vote des budgets primitifs 2026, les dépenses pluriannuelles dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice 2026 par les délibérations d'ouvertures des autorisations de programmes du budget annexe Assainissement, selon les modalités exposées précédemment,

. autorise le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 18/12/2025

2025-175
MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS DES EMPLOIS PERMANENTS 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial du 8 décembre 2025,

Conformément à l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement,

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie A, B ou C dans les conditions fixées à l'article L332-14 ou L332-8 du code général de le fonction publique. Il devra dans ce cas justifier d'un diplôme. En cas de recrutement infructueux de

fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie *B ou C* dans les conditions fixées à l'article L332-14 ou L332-8 du code général de la fonction publique.
Le contrat L332-14 est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an. Sa durée peut être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année. Les contrats relevant des articles L332-8, sont d'une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Il appartient donc au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services,

Pour tous les emplois permanents créées, en cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel dans les conditions fixées à l'article L332-14, L332-8-5 ou L332-8 du code général de la fonction publique,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré par 52 voix pour, 4 voix contre (Mmes CHAPUIS-ROUX Elodie, DELEFORTRIE Luciane, VASSEUR Julie, M. ZOIS Christophe), 1 abstention (Mme POLIN Justine),

. approuve:

- la suppression d'un poste d'Auxiliaire de puériculture de classe supérieure à temps complet (poste non pourvu)
- la suppression d'un poste d'assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe à temps non complet (3 heures) poste non pourvu
- la suppression d'un poste d'assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe à temps non complet (8 heures) poste non pourvu

. approuve le tableau des emplois permanents 2025 de la collectivité, comme suit :

Filières et cadres d'emplois	Grades	Nombre d'emplois et durée hebdomadaire de service
Emploi fonctionnel de direction	Directeur Général des Services	1 TC
Filière administrative		
Attachés	Attaché	4 TC
Rédacteurs	Rédacteur principal de 1ère classe	1 TC
	Rédacteur principal de 2ème classe	1 TC
	Rédacteur	3 TC
Adjoints administratifs	Adjoint administratif principal de 1ère classe	1 TC
	Adjoint administratif principal de 2ème classe	1 TC

	Adjoint administratif	7 TC 3 TNC 21h, 25h, 25h, 30h00
Filière technique		
Ingénieurs	Ingénieur principal	1 TC
	Ingénieur	1 TC
Techniciens	Technicien principal de 1ère classe	1 TC
	Technicien	3 TC
Agents de maîtrise	Agent de maîtrise	1 TC
Adjoints techniques	Adjoint technique principal de 1ère classe	2 TC
	Adjoint technique principal de 2ème classe	4 TC
	Adjoint technique	6 TC 4 TNC 30h, 30h, 23h30, 20h
Filière médico-sociale		
Educateurs de jeunes enfants	Educateur de jeunes enfants	2 TC
	Educateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle	1 TNC 30h
Auxiliaires de puériculture	**Auxiliaire de puériculture de classe supérieure**	**2**TC

Agents sociaux	Agent social	4 TC
Filière culturelle		
Assistants d'enseignement artistique	**Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe**	**1** TNC (INT) 7h
	Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe	**8** TNC (INT) 20h, 15h, 8h, 10h, 10h, 6h30, 7h, 17h,
Bibliothécaires	Bibliothécaire principal	1 TC
Adjoints du patrimoine	Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	2 TC
	Adjoint du patrimoine	2 TC
Filière sportive		
Educateurs des activités physiques et sportives	ETAPS	4 TC
Opérateur des activités physiques et sportives	OTAPS	2 TNC 6h30, 6h30
Filière animation		
Animateurs	Animateur principal de 2ème classe	1 TC

. précise que pour tous les emplois permanents créées, figurant sur le tableau ci-dessus, en cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel dans les conditions fixées à l'article L332-14 ou L332-8 du code général de la fonction publique.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 18/12/2025

2025-176
RESSOURCES HUMAINES
CONTRAT GROUPE D'ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES 2026-2030
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'EST DE LA SOMME

Il est rappelé que la Communauté de Communes de l'Est de la Somme a, par délibération n°2025-3 du 6 février 2025, chargé le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Somme de négocier un contrat d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents, en application de l'article 26 de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et du Décret n° 86-552 du 14 mars 1986;

Vu la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ;

Vu le Décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 (alinéa2) de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

Article 1er : accepte l'offre établie par le courtier RELEYNS SPS et CNP ASSURANCES dans le cadre de la mise en concurrence du contrat d'assurance groupe à adhésion facultative menée par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Somme :

Durée du contrat : 5 ans (pour la période du 01/01/2026 au 31/12/2030)

Agents titulaires ou stagiaires affiliés à la CNRACL..... 7.79 %

Risques garantis et franchise appliquée par risque :

	Garantie	Franchise	Taux
☒	Décès	Néant	0.23 %
☒	Accidents du Travail / Maladie Professionnelle	Néant	1.56 %
☒	C.L.M./C.L.D.	Néant	2.73 %
☒	Maternité-paternité-adoption	Néant	0.59%
☒	Maladie ordinaire	10 jours fermes par arrêt	2.68 %

Base de couverture : ☒ Traitement brut indiciaire + NBI
☐ Régime indemnitaire à hauteur de ..... % (maximum 60 %)
☐ Charges patronales à hauteur de ..... % (de 10 à 60 %)

Agents titulaires ou stagiaires non affiliés à la CNRACL et contractuels de droit public... 0,90%

	Garantie	Franchise	Taux
☒	CITIS/maladie grave/maternité + paternité + adoption/Maladie ordinaire	10 jours sur la garantie Maladie ordinaire	0,90 %

Base de couverture : ☒ Traitement brut indiciaire + NBI
☐ Régime indemnitaire à hauteur de ..... % (maximum 60 %)
☐ Charges patronales à hauteur de ..... % (de 10 à 60 %)

Article 2 : autorise le Président à signer les contrats d'adhésion en résultant.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 18/12/2025

2025-177
INSTAURATION D'UNE PARTICIPATION AU FINANCEMENT DES CONTRATS ET REGLEMENTS SOUSCRITS PAR LES AGENTS DE LA COLLECTIVITE POUR LE RISQUE SANTE DANS LE CADRE DE LA CONVENTION DE PARTICIPATION CONCLUE PAR LE CENTRE DE GESTION DE LA SOMME

Par ordonnance du 17 février 2021, le Gouvernement a décidé de rendre obligatoire la participation financière des employeurs publics aux dépenses engagées par leurs agents pour la souscription d'une mutuelle santé (en complément du régime de la sécurité sociale) et/ou d'une mutuelle prévoyance (pour le maintien de salaire en cas d'arrêt maladie prolongé).

Les obligations pour les employeurs territoriaux interviennent selon le calendrier suivant, telles que fixées par le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement :

- *1er janvier 2026 : obligation de participer aux contrats santé à hauteur minimum de 15€ par mois par agent*

Au terme de la consultation menée avec les CDG 59 et 02 et après avis du Comité Social Territorial, le Conseil d'Administration du CDG 80 a retenu lors de sa séance du 5 juillet 2023 les offres de :

- *Mutuelle Nationale Territoriale – MNT pour l'assurance du risque santé*

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code général de la fonction publique,
Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents,
Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,
Vu la convention de participation conclue par le CDG en date du 14/07/2023 avec l'organisme ;
Vu l'avis du comité social territorial du 8 décembre 2025,

Considérant que les personnes publiques participent au financement des garanties de protection sociale complémentaire destinées à couvrir les frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident auxquelles souscrivent les agents que ces personnes publiques emploient, ces garanties sont au minimum celles définies au II de l'article L. 911-7 du code de la sécurité sociale,

Considérant que la participation financière peut être réservée aux contrats à caractère collectif ou individuel sélectionnés par les employeurs publics au terme d'une procédure de mise en concurrence,

Considérant que les Centres de Gestion concluent, pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et afin de couvrir pour leurs agents, au titre de la protection sociale complémentaire, des conventions de participation.

Après avoir recueilli l'avis du comité social territorial, la Communauté de Communes de l'Est de la Somme souhaite participer au financement des contrats souscrits par les agents dans le cadre de la convention de participation conclue par le CDG 80 pour le risque santé.

Dans un but d'intérêt social, la collectivité souhaite moduler sa participation, en prenant en compte le revenu des agents et, le cas échéant, leur situation familiale.

En application des critères retenus, le montant mensuel de la participation est fixé comme suit :

Niveau de couverture choisi	Participation employeur
1	5 €
2 et 3	8 €
4	10 €

Nombre d'enfants inscrits sur le contrat	Participation employeur
0	5 €
1	8 €
2	10 €

Salaire net mensuel de l'agent	Participation employeur
≥ 2 500 €	5 €
entre 1500 € et 2499 €	8 €
< 1500 €	10 €

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à unanimité,

- Décide d'instaurer la participation au financement des contrats et règlements souscrits par les agents de la collectivité dans le cadre de la convention de participation conclue par le CDG 80 pour le risque santé, selon les conditions reprises ci-dessus, et d'inscrire au budget les crédits nécessaires à son paiement.

- Autorise le Président à signer tout document en découlant.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 18/12/2025

2025-178
COMITE DES ŒUVRES SOCIALES
ATTRIBUTION DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2025

M. ZOIS : Une question toujours dans le même sens d'équité depuis 5 ans et demi, 6 ans maintenant. Je crois me rappeler que la ville de Ham paie 6 000.00 € au COS alors qu'elle doit avoir entre 48 et 52 employés et la COM de COM paie 3 300.00 € pour 70 employés ?

M. LECOMTE : Donc tu as raison la ville de Ham paie 6 000.00 € pour 60 adhérents actuellement. Ce qui fait 100.00 € par agent. Nous, nous proposons 3 300.00 € pour 32 adhérents ce qui fait 103.00 € par agent. Donc en moyenne 100 € par adhérent.

M. LEGRAND : Pas sûr que le nombre d'adhérents soit ça. A Ham c'est le nombre d'agents, j'ai un doute que tout le monde adhère.

M. LECOMTE : Il y a les retraités dedans.

M. LEGRAND : Donc c'est ouvert à tout le monde.

M.LECOMTE : oui.

M.LEGRAND : Nous avons accueilli cette fusion de COS avec plaisir, c'est affectivement historiquement le COS de la ville de Ham et du CCAS afin d'éviter d'en créer un autre à la CCES, il a été décidé de se regrouper. A terme faut-il résonner adhérent ou ouvert. Car c'est ouvert à tous les agents et retraités. Cela peut faire un sujet d'échanges plus tard.

Le Comité des Œuvres Sociales des agents de la Ville de HAM, du CCAS et de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme est une association qui a pour but :

. de créer et assurer des liens d'amitié, de fraternité entre les agents par l'organisation et le pourvoi aux frais des manifestations organisées de toute nature (repas, festivités, excursions, voyages…),

.d'améliorer les conditions matérielles et morales d'existence des familles des agents par l'octroi d'allocations à l'occasion de naissances, mariages, décès, retraites…

. de subvenir aux besoins d'un agent ou de sa famille en cas de difficultés.
L'association est composée de membres adhérents (actifs ou retraités).

Le montant total du budget prévisionnel 2025 est de 22 560,22 €.

Vu la demande de subvention présentée par le C.O.S. de la Ville de HAM, du CCAS et de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

. accorde à cette association, au titre de l'année 2025, une subvention de fonctionnement de 3.300€,
. autorise le Président à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 18/12/2025

2025-179
PROPOSITION DE RACHAT DES TABLETTES ELECTRONIQUES PAR LES ELUS COMMUNAUTAIRES A LA FIN DE LA MANDATURE

M. LALOI : Si vous regardez le prix de ses tablettes reconditionnées, elles se vendent 150.00 €. C'est bien, pour moi 50.00 € c'est un cadeau. Mais ce n'est pas suffisant. Il faut les vendre 100 à 150.00 €. Vous venez de le dire le budget de la Com de Com n'est déjà pas fameux.

M.RIOJA : On n'a pas voulu pousser le bouchon. Je suis d'accord sur le principe. Il est bien évident que ça n'est pas cher. C'est pour les élus.

M. LALOI : C'est plus que pas cher.

M.RIOJA : Mais si personne ne nous les prend à 150.00 €, on en fait quoi ? Mais on s'est posé la question aussi.

M. ZOIS : Moi je propose de toutes les acheter à 50.00 € si vous voulez et ensuite les maires des communes me donnent le nom de familles en difficulté. Et on les offrira aux enfants qui auront des petits Noëls. Ça leur permettra d'avoir un peu de joie. Je m'engage à acheter toutes celles que vous ne voulez pas.

M.RIOJA : Et comme disait M. Frédéric LECOMTE, on a dans toutes nos communes des enfants en difficultés, oui, je dis oui. Maintenant c'est à vous de voter Mesdames, Messieurs.

En 2020, la Communauté de Communes a acquis des tablettes numériques afin de permettre aux élus de consulter les projets de délibération et de voter électroniquement lors des séances. Cet achat a été rendu possible grâce à l'obtention d'une subvention issue d'un dispositif qui n'existe plus aujourd'hui.
Compte tenu des contraintes budgétaires actuelles et la non reconduction du dispositif de subvention, aucun renouvellement de ce parc de tablettes n'est envisagé. Or, ces équipements, désormais âgés de six ans, sont en fin de cycle d'usage et certains seront restitués lors du prochain renouvellement des élus.

Afin d'offrir une seconde vie à ce matériel tout en permettant aux élus qui le souhaitent d'en conserver l'usage, il est proposé, à titre strictement facultatif, de leur donner la possibilité d'acquérir leur tablette actuelle au prix forfaitaire et unique de 50 € TTC. En cas de refus ou d'absence de réponse dans le délai fixé, les tablettes concernées seront restituées à la Communauté de Communes, qui pourra en disposer selon ses besoins (réemploi interne, cession, recyclage).

Parallèlement, pour garantir la continuité et la fiabilité des opérations de vote dématérialisé, il a été décidé de remplacer le système actuel, dépendant des tablettes, par un dispositif autonome de vote électronique, reposant sur des boîtiers communicants par antenne radio, plus adaptés et indépendants de l'équipement personnel des élus.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Considérant que le dispositif de subvention ayant permis l'achat des tablettes en 2020 n'est plus en vigueur,

Considérant que la situation financière de la Communauté rend tout nouvel achat délicat,

Considérant que le renouvellement prochain des élus et l'ancienneté des équipements justifient une mesure adaptée,

Le conseil communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

Article 1 – autorise, à titre personnel, facultatif et exceptionnel, chaque élu utilisateur d'une tablette iPad fournie par la Communauté de Communes à en faire l'acquisition au prix forfaitaire de 50 € TTC. L'acceptation devra être notifiée par écrit dans un délai maximum de trois mois à compter de la date de notification. Passé ce délai, la tablette sera restituée à la Communauté de Communes.

Article 2 – autorise le Président à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 18/12/2025

2025-180
GESTION DÉLÉGUÉE DES JARDINS – REVERSEMENT DES LOYERS PERÇUS À L'ASSOCIATION DE SAUVEGARDE DES HARDINES

Par délibération n°2024-118 en date du 4 juillet 2024, la Communauté de Communes de l'Est de la Somme a approuvé la convention de gestion déléguée conclue avec l'Association de Sauvegarde des Hardines de Ham-Eppeville. Cette convention définissait les modalités de gestion et de location des jardins appartenant à la Communauté de Communes, situés sur le territoire des Hardines.

L'article 4 de ladite convention stipulait qu'en décembre de chaque année, l'Association de Sauvegarde des Hardines se verrait attribuer, par délibération du Conseil Communautaire, l'ensemble des loyers réellement perçus par la collectivité pour la période comprise entre le mois de décembre de l'année précédente et le mois de novembre de l'année en cours.

Pour la période allant de décembre 2024 à novembre 2025, le montant total des loyers effectivement perçus s'élève à 350 €.

Il convient donc d'autoriser le reversement de cette somme à l'association, conformément aux stipulations contractuelles précitées.

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n°2024-118 du 4 juillet 2024 approuvant la convention de gestion déléguée avec l'Association de Sauvegarde des Hardines,

Vu l'article 4 de ladite convention définissant les modalités annuelles de reversement des loyers perçus,

Le conseil communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

Article 1 – approuve le reversement à l'Association de Sauvegarde des Hardines de la somme de 350 € correspondant aux loyers perçus par la Communauté de Communes pour la période de décembre 2024 à novembre 2025 ;

Article 2 – autorise le Président à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 18/12/2025

2025-181
INSCRIPTION PROJET FERTIGHY SUR LA LISTE DES PROJETS D'ENVERGURE REGIONALE AVEC AUTORISATION DONNEE AU SCOT A SOLLICITER L'INSCRIPTION

M. CARPENTIER : Si nous reconnaissons ce soir que les projets VALAME ET FERTIGHY auront un intérêt régional, nous reconnaissons également qu'ils ont le même intérêt pour notre territoire et favorisons alors leurs installations. Pour ne parler que de FERTIGHY, nous sommes face à un industriel qui propose de venir construire dans nos villages à quelques centaines de mètres des habitations, une usine de production d'engrais chimique. Ceci sera construit sur vingt hectares. Il sera classé SEVESO seuil haut en termes de risques industriels. Sa consommation en eau sera de 6 000 m3 jour. Son coût est évalué à 1.3 milliards. Nous savons tous que cette usine impactera notre territoire et la vie de ses habitants par sa taille, par ses activités, mais aussi par les nuisances qu'elle génèrera. On met en avant les retombées fiscales et les créations d'emplois. Toutes deux vitales pour notre territoire, c'est certain, sans jamais avoir abordé en conseil communautaire ni en commission les dangers que représentent ces risques et ces nuisances. Les seuls éléments connus sont ceux évoqués lors des réunions publiques organisées par FERTIGHY puisque les études d'impacts ne sont pas terminées et pas communiquées. Nous sommes nombreux à penser qu'il serait plus sage d'attendre les conclusions de ces études avant de reconnaître un intérêt à ces projets. Nous demandons donc que ce vote soit reporté et que ce soit le prochain conseil qu'il le propose le moment venu. Ce report permettra à cette assemblée de se doter des moyens nécessaires pour analyser objectivement et en toute indépendance la pertinence de ces projets et leurs conséquences pour notre territoire. Vous remarquerez que je n'ai employé aucun argument à charge. Je n'ai fait qu'exposer une situation à ce jour. J'en appelle au bon sens de chacun pour dire qu'il est trop tôt pour prendre une décision qui favoriserait ce projet et qu'il faut laisser le temps au temps et que notre assemblée puisse prendre le temps de travailler correctement avant, d'écouter l'inquiétude et les questions posées par nos habitants

avant de prendre une telle décision qui je redis, si nous décidons cela ce soir, c'est aussi favoriser et dérouler le tapis rouge à l'implantation de ces deux usines. Je ferai aussi un parallèle avec les études qui ont été évoquées en début de réunion, on ne peut pas mettre d'un côté les deux zones et dire que du fait que ce soit privé, la Com de Com se désengage de toutes responsabilités. J'espère que chacun écoutera mes propos et que l'on en tiendra compte merci beaucoup.

M. RIOJA : Je voulais préciser que le sujet qui vous est présenté, c'est surtout le fait de ne pas perdre ces 20 hectares. Si l'on perd ces 20 hectares, on n'aura même plus suffisamment d'hectares après pour faire venir des industries. Le but de l'opération c'est que cette zone-là soit déclarée en zone ZAN. Que ça ne coûte rien à l'intercommunalité et que l'on puisse mettre ces 20 hectares sur le port. FERTIGHY, c'est une autre paire de manches. Nous avons mis FERTIGHY car c'est ce qui existe aujourd'hui sur le papier. Aujourd'hui il faut se dire en tant que représentant de la population que la région se positionne pour que cette zone soit considérée comme étant…

M. WISSOCQ : Pour moi, la délibération que l'on vous propose ce soir, c'est pour que ce projet soit pris sur le compte foncier de la région et ne vienne pas impacter notre compte foncier. Aujourd'hui, notre compte foncier, c'est 77 hectares à l'horizon 2030, sera divisé par deux. Si ces 20 hectares qui sont pour un projet d'envergure régionale, ne sont pas pris sur le compte de la région, je pense que l'on sera très limité dans l'avenir sur le territoire pour installer des entreprises.

M. RIOJA : Ce sera la double peine. Il nous faut ces 20 hectares sinon on est foutu. On ne peut pas se permettre de les perdre. Si on les perd, je ne sais pas où l'on va. Pour le port, je reviens sur le financement du port, il nous appartient nous élus d'aller dans un deuxième temps nous battre pour vendre nos hectares qui sont consacrés au port au meilleur prix possible, pour avoir le moins possible à sortir de nos caisses. Je passe la parole à Mme le maire de Languevoisin.

M. ZURICH : En tant que maire de la commune impactée, je souhaite intervenir avant le vote. Nous sommes appelés à nous prononcer sur l'inscription de ce projet sur la liste des projets d'envergure régionale. Il ne s'agit pas d'un vote anodin ou purement administratif. C'est une décision lourde de conséquence qui engage l'avenir de notre territoire et surtout la sécurité, la santé et la qualité de vie de ses habitants. Je rappelle que le projet FERTIGHY consiste à l'implantation d'une usine classée SEVESO Seuil Haut. A ce jour nous ne disposons toujours pas des conclusions de l'étude d'impact environnemental et sanitaire. Comment pouvons-nous raisonnablement nous prononcer sans avoir connaissance de ses éléments essentiels. Comment engager un territoire sans disposer d'une vision claire et partagée des risques et des impacts. Avant de voter, je souhaite donc interpeler très clairement mes collègues qui se déclarent favorables à ce projet. Avez-vous assisté aux réunions publiques organisées par FERTIGHY ? Avez-vous lu les comptes rendus de ces réunions ? Les préoccupations exprimées par les habitants ? Voter ce soir sans être investi dans ses démarches, sans avoir écouté les habitants, sans avoir étudié les risques industriels, environnementaux et sanitaires me pose questions. C'est un choix qui engage votre responsabilité d'élus. Avant de parler des retombées financières, d'images ou d'attractivités, je vous pose donc cette question simple : Etes-vous prêts à porter demain la responsabilité politique, morale et juridique d'une décision susceptible d'impacter durablement la santé et la sécurité des riverains de nos administrés et de nos enfants. On ne décide pas de l'avenir d'un territoire en cédant aux chants des sirènes, ni en se positionnant sur la forme plutôt que sur le fond. L'urgence avancée par le président de région dans un contexte que chacun connait, ne peut en aucun cas justifier la précipitation. L'avenir d'un territoire ne se décide pas sous la pression d'un calendrier politique ou électoral. En responsabilité au nom de la commune directement concernée, je ne peux que m'opposer à cette inscription tant que l'ensemble des études ne nous aura pas été communiqué et débattu sereinement. Les habitants de nos communes sont en droit de

vouloir faire venir des industriels sur notre territoire. Et dans tels cas vous devrez rendre des comptes à la population.

M. DEWITASSE THEZY : Mais il n'y a pas d'urgence. On peut attendre l'année prochaine.

Mme ZURICH : Faites venir des usines propres.

M.RIOJA : Mais Madame il n'y a pas que des usines propres.

Mme ZURICH : On a que des sales.

M.RIOJA : Que voulez-vous, ce n'est pas moi qui les invente les usines. Ce n'est pas à l'ordre du jour.

M. DE WITASSE THEZY : Attendons au moins les études pour pouvoir se prononcer. Il n'y a pas d'urgence.

M. RIOJA : Ce que je trouve extraordinaire, c'est que vous dites que vous n'êtes pas suffisamment informés. Je ne suis pas d'accord. J'ai assisté à beaucoup, beaucoup de réunions.

M. DE WITASSE THEZY : Aujourd'hui, j'ai demandé des garanties écrites à FERTIGHY et à la préfecture. Je n'ai pas de réponse. Je n'ai eu qu'une sous réponse de M. le Sous-Préfet. Ça fait plus d'un mois que j'ai demandé.

M. RIOJA : Mais est-ce que vous avez compris qu'il n'y a pas de lien avec cette délibération. Cette délibération demande simplement que l'on fasse attention que ces 20 hectares ne partent pas.

M. DE WITASSE THEZY : Mais bien sûr que si.

M. ZOIS : Il est quand même marqué dans cette délibération de s'engager à inscrire ce projet au PLUi. Cela me parait relativement important. Et si on prenait un peu de hauteur dans le débat, car finalement personne n'est en capacité de voter sur ce point ce soir. Prenons un peu de recul. Il y a un an et demi, on entend parler du projet. On pose la question à FERTIGHY sur les fumées par exemple, il y a 20% des fumées qui sont cancérogènes, qu'on ne sait pas encore traiter. On pose la question par écrit, on n'a pas de réponse. Ensuite on nous parle de 10 000 m3 de consommation d'eau par jour. D'un coup de baguette magique on les ramène à 6 000. C'était 11 000 au départ.

M.RIOJA : Mais ça peut arriver. Ce sont des spécialistes.

M. ZOIS : Oui mais quand on leur demande à quoi sert l'eau, on nous dit : elle sert à refroidir. Mais comment vous allez faire ? On nous dit : ça va être ventilé et on va refroidir par ventilation. Mais vous vous rendez compte du bruit de la ventilation, la résonance pour les habitants du secteur. Oui mais on travaille dessus. On a eu que des réponses comme : oui on travaille dessus, sans jamais avoir des écrits. Moi je vous dis aujourd'hui, c'est le vote le plus important que l'on a à faire depuis 6 ans. Le problème, sans résultat environnemental, et sans résultat sanitaire, ça serait une honte de pousser le dossier. Une honte, merci.

M.WISSOCQ : Moi, je voudrais juste rajouter une chose. Ce soir, on ne vote pas pour ou contre FERTIGHY, on vote pour préserver le compte foncier de notre territoire.

M.ZOIS : Mais à quelle date ? C'est le dernier levier qui arrivait les 20 hectares qu'on va perdre. Vous argumentez là-dessus mais qui pilote tout ça ? Qui sont les gens qui pilotent tout ça ? Répondez-nous. Ce n'est pas le bureau qui décide de ça. C'est articulé par je ne sais qui. Il est temps qu'on sache. Quand on voit ce qu'on dépense, ce qui n'est pas fini. Je suis vraiment très inquiet. Dites-nous qui pilote, est ce que ce sont les gros industriels, la région, la décision du président de la république ou de son ministre qui sort de Versailles et qui annonce trop tôt le projet ? Peut-être que l'on ne se bat pour rien. Mais dites-nous, on

savoir quels élus auront décidés de leur sort, de leur environnement et de leur sécurité. Pour ma part je l'assume devant eux. Merci.

M. LECOMTE : Je voudrais être sûr d'avoir bien compris avant de voter. J'entends ce que M. CARPENTIER et Mme ZURICH ont dit. Je ne remets pas en cause et je ne rentre pas dans vos incertitudes, vos craintes que je comprends et que je respecte d'ailleurs. Par contre, j'ai cru comprendre qu'on me demandait de voter sans savoir si le projet FERTIGHY va se faire. Je me pose la question, s'il doit se faire, si je vote contre et qu'il se fait on va prendre 20 hectares dans les 30 hectares de la collectivité, par contre si je vote pour et qu'il doit se faire avec toutes les restrictions que vous venez de dire que j'entends, il sera pris sur le compte de la région. Pour moi simple habitant sans rentrer dans le détail car je ne maitrise pas le dossier comme vous, je me dis de toute façon, j'ai tout intérêt, je vais reprendre vos expressions, si malheureusement le projet doit se faire autant qu'il se fasse sur les hectares de la région que sur les hectares de la collectivité et que les 30 hectares on les garde pour implanter d'autres entreprises. Dites-moi si j'ai bien compris ?

M. WISSOCQ : Oui c'est tout à fait ça. Que FERTIGHY se fasse ou ne se fasse pas, je pense qu'il est important qu'on prenne des précautions et qu'on fasse la demande à la région de prendre les 20 hectares sur le compte foncier de la région.

M. LECOMTE : D'accord. Donc ça serait la double peine. On aurait FERTIGHY que certain ne veulent pas et on nous prendrait 20 hectares.

M. DE WITASSE THEZY : Quelle est l'urgence de la situation ? Comme vous l'avez dit on l'a voté l'année dernière, on peut très bien le revoter l'année prochaine avec la prochaine mandature. Les 1300 hectares de la région ne vont pas être consommés la semaine prochaine, on pourra très bien revoter l'année prochaine avec la prochaine mandature. Et on aura les études et on saura de quoi on parle. Il y a aucune urgence à voter ça ce soir.

M. LECOMTE : Mais moi l'engagement que je comprends aujourd'hui, c'est que l'on prend l'engagement de ne pas risquer de perdre les 20 hectares. C'est ça l'engagement que je prends en tant qu'élu communautaire aujourd'hui. Je ne sais pas après ce que le projet va devenir, je vous laisse travailler là-dessus. Mais moi aujourd'hui je garantie que le projet ne va pas me prendre 20 hectares à la Com de Com.

M. DE WITASSE THEZY : et qu'est ce qui est prévu pour ses 20 hectares ?

M. LECOMTE : ça je ne sais pas. Ce sont nos successeurs qui décideront. Je ne souhaite pas amender de 2/3 les 30 hectares dont la collectivité est propriétaire qui plus est pour un projet qui n'est pas collectif, qui ne rassemble pas tout le monde. Cela serait vraiment la double peine. Vous ne voulez pas de ce projet, mais en plus vous seriez prêts à voter contre et donc à donner 20 hectares.

M. DE WITASSE THEZY : Est-ce qu'on pourrait nous expliquer pourquoi NORIAP a lancé un AMI qui est un appel à manifestation d'intérêts au mois de septembre sur la plateforme de Languevoisin ?

M.WISSOCQ : Je n'ai pas vu cela passer ?

M. DE WITASSE THEZY : C'est sur internet. Le problème, c'est qu'ils ont lancé un AMI sur les terrains de la plateforme qui ne sont pas aujourd'hui inscrits sur le PLUi, qui ne sont pas constructibles. Donc moi, j'ai le sentiment que ces 20 hectares que vous voulez nous économiser, sont déjà promis à NORIAP.

M.RIOJA : On va revenir à la délibération, mais je tenais à vous dire que, effectivement vous nous mettez à notre charge la responsabilité de cela, moi à l'inverse je vous mets aussi la responsabilité de ne pas

veut être conscient. Nous, on a nos administrés et on veut leurs dire les yeux dans les yeux pourquoi on a voté pour ça.

M. RIOJA : Ce que je peux dire, en tous les cas, l'Etat est partie prenante, la région également parce qu'ils se préoccupent aussi de faire en sorte que nos territoires ruraux aillent de l'avant. C'est vrai qu'ils ne prennent peut-être pas assez en considération le problème du bruit, des odeurs etc… C'est fort possible. Mais l'année dernière, on avait déjà voté, et il y avait 48 voix pour. Maintenant, c'est exactement la même chose.

M. DE WITASSE THEZY : On peut le refaire l'année prochaine.

Mme ZURICH : On peut peut-être traiter le point 23 qui concerne VALAME, c'est la même demande.

M.CARPENTIER : Je pense qu'il faut prendre un peu de recul et de hauteur. On n'échappera pas au travail à faire concernant les risques et les nuisances par ces sites. Concernant le vote de ce soir, personne ne peut affirmer que si l'on vote pour ce projet, on ne favorise pas la continuité des projets de FERTIGHY et de VALAME.

M.RIOJA : Le contraire non plus.

M.CARPENTIER : Est-ce que tu peux nous affirmer que de voter ce soir ne favorisera pas l'implantation de ces deux projets ?

M.RIOJA : Oui. Cela n'a rien à voir. Les 20 hectares doivent rester propriété de l'intercommunalité.

M.CARPENTIER : J'ai demandé le report du vote qu'en est-il ?

M.RIOJA : On ne reporte pas.

Cette délibération a pour objet de retirer les 19,74 hectares nécessaires à l'implantation de la société Fertighy du compte foncier de la Communauté de l'Est de la Somme par l'inscription de ce projet au titre de l'enveloppe « projets d'envergure régionale ».

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération 2024-143 du Conseil communautaire de la CCES relative à l'inscription du projet FertigHy sur la liste des projets d'intérêt national majeur, d'envergure nationale ou européenne ou d'envergure régionale,

VU le Schéma Régional d'Aménagement, de développement durable et d'égalité des Territoires (SRADETT) de la région Hauts-de-France adopté par le Conseil régional en assemblée plénière le 30 juin 2020 et modifié le 21 novembre 2024,

VU la règle général 14 dudit SRADETT modifiée qui crée une enveloppe mutualisée dédiée à des projets d'envergure régionale (PER), sélectionnées sur la base de critères énumérés,

VU le SRADDET arrêté qui prévoit entre autres de définir comme projets d'envergure régionale (PER), "les projets de développement économique d'envergure régionale" qui contribuent à la réindustrialisation ou à la décarbonation notamment dans le domaine de l'agriculture,

VU l'enveloppe mutualisée de 1335 hectares dédiée aux projets d'envergure régionale des territoires de la région Hauts-de-France,

CONSIDERANT que cette enveloppe a pour objectif de soutenir l'implantation d'activités économiques qui contribuent à la réindustrialisation, la décarbonation, au développement de filière d'avenir ainsi qu'au report modal et à l'utilisation de la voie d'eau pour les implantations le long du réseau fluvial à grand gabarit,

CONSIDERANT que le projet porté par FertigHy vise à produire des engrais d'un coût abordables pour les agriculteurs européens, et à faible teneur et empreinte en carbone,

CONSIDERANT que ce projet s'inscrit dans une logique de solution directe aux défis récents de l'Union Européenne et aux enjeux liés à la sécurité alimentaire mondiale découlant de l'interruption de la chaîne d'approvisionnement et des incertitudes mondiales relatives à l'approvisionnement en gaz naturel,

CONSIDERANT que l'attribution de 19,74 ha du compte foncier de la CC de l'Est de la Somme pour ce seul projet obérerait fortement les autres projets déjà connus du territoire dans le contexte de l'arrivée du Canal Seine Nord Europe,

CONSIDERANT que le projet FertigHy répond aux critères pouvant l'inscrire sur la liste des PER,

Le Conseil Communautaire,

après en avoir délibéré par 24 voix pour, 26 voix contre (MM. BARBIER Marc, CARPENTIER Pierre, Mme CHAPUIS-ROUX Elodie, M. DE WITASSDE THEZY Charles, Mme DELEFORTRIE Luciane, MM. DUCAMPS Thomas, FRISON Fabrice, FRIZON Hervé, Mme GOMBART Sabine, MM. HAY Francis, LALOI François, LEFEBVRE Eric, Mme LEFEVRE Sandra, MM. LEGRAND Eric, LEPERE Didier, Mme MERCIER Marie-Estelle, MM. MEREL Michel, MUSEUX Gérard, ORIER Francis, Mmes POLIN Justine, POLLARD Corinne, M. SLOSARCZYK Eric, Mme VASSEUR Julie, VERGULDEZOONE Nathalie, M. ZOIS Christophe, Mme ZURICH Christine), 7 abstentions (MM. BOITEL Francis, LEMAITRE Jean-Pierre, MARTIN Michel, PINCHON Jacques, RIMETTE Jean-Michel, Mme TOTET Fanny, M. VASSENT Christophe),

- n'autorise pas le Président à demander que le projet FertigHy soit ajouté à la liste des projets d'envergure régionale (PER),

- n'autorise pas la structure en charge du SCoT (PETR Cœur des Hauts-de-France) à solliciter l'inscription du projet susmentionné au titre de l'enveloppe « Pôle d'envergure régionale »,

- ne s'engage pas à inscrire ce projet dans le PLUi,

- n'autorise pas le Président à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 18/12/2025

2025-182

INSCRIPTION PROJET DE LA SOCIETE VALAME SUR LA LISTE DES PROJETS D'ENVERGURE REGIONALE AVEC AUTORISATION DONNEE AU SCOT A SOLLICITER L'INSCRIPTION

M. ZURICH : Depuis la préparation de ce conseil, j'ai pris connaissance de l'avis délibéré de la mission régionale d'autorité environnementale des Haut de France en date du 25 novembre 2025 relatif au projet porté par la société VALAME. Je le dis très clairement, cet avis à lui seul justifie que nous ne votions pas ce soir. Je cite quelques éléments factuels extrait de ce document officiel et indépendant. Le projet serait le premier de ce type en France sans aucun retour d'expérience disponible. L'autorité environnementale indique qu'un suivi environnemental de l'amiante auprès des riverains les plus exposés serait pertinent. Ce qui en dit long sur les incertitudes sanitaires. L'autorité environnementale demande explicitement de compléter l'analyse des dangers et des impacts. Revoir la cohérence du dossier concernant la gestion des eaux usées et je précise que cet avis fait plus de 20 pages de constats et de réserves de même nature. Mes chers collègues, il ne s'agit pas ici d'un débat idéologique. Il s'agit d'un avis officiel, argumenté qui souligne des manques majeurs, des incertitudes fortes et des risques non suffisamment caractérisés. Je sais que la plupart des maires présents ce soir n'ont pas eu connaissance de ce document et c'est pour cela que je considère qu'un vote ce soir serait irresponsable. En tant que maire de la commune directement impactée, je refuse que ce projet soit inscrit sur la liste des projets d'envergure régionale sans que l'ensemble des élus aient au préalable pris connaissance de l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale. Je demande donc que ce point soit retiré de l'ordre du jour ou à minima que le vote soit reporté afin de permettre un examen sérieux, éclairé et collectif de ce document. Si malgré cela un vote devrait avoir lieu, chacun devra assumer pleinement sa responsabilité en votant sans avoir pris connaissance de cet avis. Pour ma part je m'y oppose avec la plus grande fermeté.

M. RIOJA : Merci Madame.

M. DE WITASSE THEZY : Chacun pourra aller voir sur l'enquête publique de VALAME qui est disponible sur internet, il y a un rapport de l'ARS, Agence Régionale de Santé, qui est quand même très inquiétant ainsi qu'un rapport de la mission régionale d'autorité environnementale. C'est pour ça qu'il est important que nous ayons ces rapports et l'ensemble de ces études et que nous soyons bien informés pour pouvoir prendre ce genre de décision. Merci.

Cette délibération a pour objet de retirer les 3,8 hectares nécessaires à l'implantation de la société Valame du compte foncier de la Communauté de l'Est de la Somme par l'inscription de ce projet au titre de l'enveloppe « projets d'envergure régionale ».

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Schéma Régional d'Aménagement, de développement durable et d'égalité des Territoires (SRADETT) de la région Hauts-de-France adopté par le Conseil régional en assemblée plénière le 30 juin 2020 et modifié le 21 novembre 2024,

VU la règle général 14 dudit SRADETT modifiée qui crée une enveloppe mutualisée dédiée à des projets d'envergure régionale (PER), sélectionnées sur la base de critères énumérés,

VU le SRADDET arrêté qui prévoit entre autres de définir comme projets d'envergure régionale (PER), "les projets de développement économique d'envergure régionale" qui contribuent à la réindustrialisation ou à la décarbonation notamment dans le domaine de l'agriculture.

VU l'enveloppe mutualisée de 1335 hectares dédiée aux projets d'envergure régionale des territoires de la région Hauts-de-France,

CONSIDERANT que cette enveloppe a pour objectif de soutenir l'implantation d'activités économiques qui contribuent à la réindustrialisation, la décarbonation, au développement de filière d'avenir ainsi qu'au report modal et à l'utilisation de la voie d'eau pour les implantations le long du réseau fluvial à grand gabarit,

CONSIDERANT que le projet porté par la société Valame propose une solution unique à savoir le traitement des déchets amiantés et la valorisation des produits formés,

CONSIDERANT que ce projet s'inscrit dans une logique de solution directe aux défis récents dans la mesure où la société Valame utilise une technologie de recyclage brevetée et assurant un traitement chimique des déchets amiantés qui leur ôte toute nocivité. Ce procédé étant l'unique alternative à l'enfouissement et à la vitrification plasma de l'amiante,

CONSIDERANT que l'attribution de 3,8 ha du compte foncier de la CC de l'Est de la Somme pour ce seul projet obérerait fortement les autres projets déjà connus du territoire dans le contexte de l'arrivée du Canal Seine Nord Europe,

CONSIDERANT que le projet de la société Valame répond aux critères pouvant l'inscrire sur la liste des PER,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré par, 23 voix pour, 26 voix contre (MM. BARBIER Marc, CARPENTIER Pierre, Mme CHAPUIS-ROUX Elodie, M. DE WITASSE THEZY Charles, Mme DELEFORTRIE Luciane, MM. DUCAMPS Thomas, FRISON Fabrice, FRIZON Hervé, Mme GOMBART Sabine, MM. HAY Francis, LALOI François, LEFEBVRE Eric, Mme LEFEVRE Sandra, Mme LEGRAND Eric, LEPERE Didier, Mme MERCIER Marie-Estelle, MM. MEREL Michel, MUSEUX Gérard, ORIER Francis, Mmes POLIN Justine, POLLARD Corinne, M. SLOSARCZYK Eric, Mmes VASSEUR Julie, VERGULDEZOONE Nathalie, M. ZOIS Christophe, Mme ZURICH Christine), 8 abstentions (MM. BOITEL Francis, DESACHY Christophe, LEMAITRE Jean-Pierre, MARTIN Michel, PINCHON Jacques, RIMETTE Jean-Michel, Mme TOTET Fanny, M. VASSENT Christophe),

- N'autorise pas le Président à demander que le projet de la société Valame soit ajouté à la liste des projets d'envergure régionale (PER),

- N'autorise pas la structure en charge du SCoT (PETR Cœur des Hauts-de-France) à solliciter l'inscription du projet susmentionné au titre de l'enveloppe « Pôle d'envergure régionale »,

- Ne s'engage pas à inscrire ce projet dans le PLUi,

- N'autorise pas le Président à signer tout document ou acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 18/12/2025

2025-183
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
ACQUISITION DES PARCELLES AC 325, 327 ET 367 A NESLE

M. DUCAMPS : C'est bien pour un projet d'habitation ?

M. RIOJA : Oui.

M. DUCAMPS : Pourquoi c'est la Com de Com qui propose d'acheter, pourquoi ce n'est pas la mairie de Nesle ?

M. RIOJA : Parce que vous avez des terrains qui appartiennent déjà à la Communauté de Communes.

M. DUCAMPS : Vous pouvez le revendre.

M. WISSOCQ : On peut dire aux élus que l'on a déjà eu un projet d'habitat avec Edouard DENIS sur ce terrain. Tout ce qui est en vert ça appartient à la Com de Com. Et Edouard DENIS avait fait des démarches pour acquérir les terrains dont on vous parle aujourd'hui parce que les propriétaires sont très malades et aujourd'hui, ils sont décidés à vendre. Donc demain un futur projet pour l'habitat nécessitera d'avoir ces parcelles. Cela donne de la valeur à un futur projet.

M. DUCAMPS : Je suis juste élu de Ham, quand il y a un terrain à vendre à Ham, on me les propose en tant qu'élu municipal à la mairie de Ham. Et quand je suis élu communautaire, on me propose d'acheter les terrains qui sont sur la commune de Nesle. C'est juste ça le problème que j'ai c'est tout. Encore une fois on est sur un problème de cohérence depuis le début du mandat, bon il n'y a pas de problème, on va voter pour ou contre.

M. VASSENT : Mais à l'heure d'aujourd'hui, c'est quand même un peu cher. Le prix du m2 est à 35.00€.

M. RIOJA : Mais il y a la maison qui est dessus. Mais je pense que c'est une affaire, sinon je ne l'aurais pas proposé au conseil communautaire. C'est une occasion qu'il ne faut pas louper mais c'est vous qui votez messieurs.

Dans le cadre de sa politique en faveur du développement de l'offre de logements sur son territoire, la Communauté de communes de l'Est de la Somme souhaite engager une démarche de valorisation foncière cohérente et attractive pour les opérateurs immobiliers. À ce titre, la collectivité est déjà propriétaire d'une parcelle attenante aux parcelles AC 325, 327 et 367 à Nesle.

L'opportunité d'acquérir ces trois emprises supplémentaires constitue le moyen le plus pertinent pour constituer un ensemble foncier d'un seul tenant, d'une surface suffisamment conséquente pour accueillir par un lotissement, tout en offrant deux accès distincts sur deux rues différentes.

La maîtrise de cet ensemble foncier améliorera ainsi de manière substantielle l'attractivité du site pour un futur opérateur. Par ailleurs, une partie des terrains, comprenant notamment une maison, pourra être revendue ultérieurement, permettant ainsi de réduire le reste à charge pour la collectivité.

Cet ensemble foncier présente également un intérêt stratégique fort du fait de sa localisation en proximité immédiate de la gare de Nesle, offrant un potentiel de développement résidentiel renforcé dans le cadre des politiques de mobilité et de revitalisation des centralités.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis favorable de la commission Développement économique en date du 09 décembre 2025,

Considérant que la Communauté de Communes de l'Est de la Somme souhaite acquérir les parcelles AC 325, 327 et 367 à Nesle,

Considérant que ces parcelles ont une superficie totale de 2 304 m²,

Considérant que le prix de vente a été fixé à 47,7 € HT/m², représentant un montant total de 110 000 € net vendeur,

Considérant que l'ensemble des frais, droits, taxes et charges liés à l'acquisition seront intégralement à la charge de l'acquéreur,

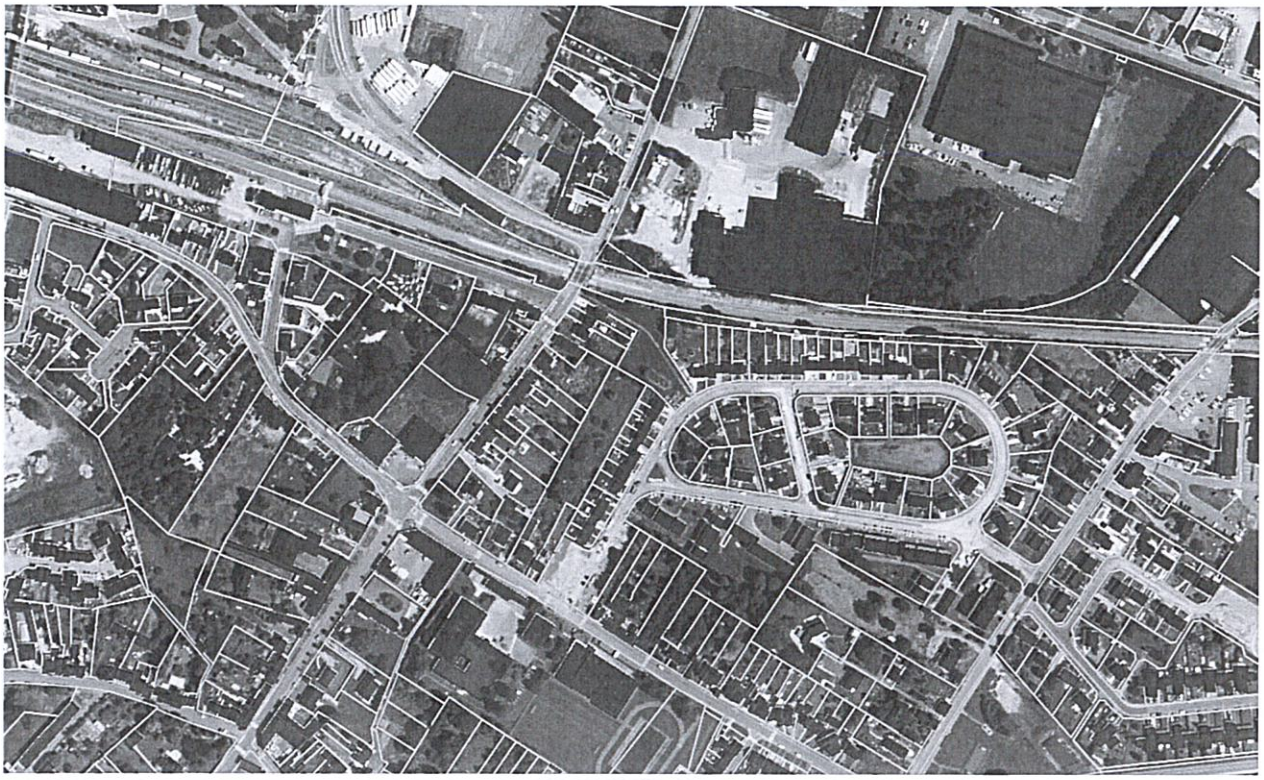
Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré par, 30 voix pour, 21 voix contre (M. BARBIER Marc, Mme CHAPUIS-ROUX Elodie, M. DE WITASSE THEZY Charles, Mme DELEFORTRIE Elodie, MM. DUCAMPS Thomas, FRISON Fabrice, FRIZON Hervé, Mme GOMBART Sabine, MM. HAY Francis, LALOI François, LEFEBVRE Eric, Mme LEFEVRE Sandra, MM. LEGRAND Eric, LEPERE Didier, MUSEUX Gérard, ORIER Francis, Mme POLIN Justine, M. SLOSARCZYK Eric, Mmes VASSEUR Julie, VERGULDEZOONE Nathalie, M. ZOIS Christophe), 6 abstentions (M. MARTIN Michel, Mme MERCIER Marie-Estelle, M. MEREL Michel, Mme POLLARD Corinne, M. VASSENT Christophe, Mme ZURICH Christine),

Article 1 : approuve l'acquisition des parcelles AC 325, 327 et 367 appartenant à Monsieur LANGLET, situées sur la commune de Nesle, pour un prix de 110 000 € net vendeur.

Article 2 : autorise le Président ou le Vice-Président Jean-Marc Wissocq à signer tout acte nécessaire à la cession des parcelles et à prendre toutes les mesures pour l'exécution de la présente délibération.

Localisation des parcelles :



Reçu à la préfecture de la Somme
le 18/12/2025

2025-184

RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION « SATESE » DE L'AMEVA POUR LE SERVICE D'ASSISTANCE TECHNIQUE AUX EXPLOITANTS DES STATIONS D'EPURATION

Conformément à l'article L. 3232-1-1 du code général des collectivités territoriales, le Département pour des raisons de solidarité et d'aménagement du territoire doit mettre à la disposition des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale, qui ne bénéficient pas des moyens suffisants pour l'exercice de leurs compétences, une assistance technique dans les domaines de l'assainissement collectif, de l'assainissement non collectif, de la protection de la ressource en eau, de la restauration et de l'entretien des milieux aquatiques.

Depuis le 1er janvier 2014, le Département de la Somme a fait le choix de déléguer ses assistances techniques, dans les domaines de l'eau potable et de l'assainissement, à l'EPTB Somme AMEVA, syndicat mixte dont il est membre. Cette délégation de compétence a été renouvelée pour les années 2026 à 2028.

La communauté de communes Est de la Somme remplit les critères d'éligibilités pour bénéficier de cette assistance dans le domaine de l'assainissement collectif pour les systèmes d'assainissement collectif relevant de sa compétence, à savoir : Ham, Nesle, Offoy, Rethonvillers.

Les prestations qui seront réalisées par l'EPTB Somme AMEVA concernent à la fois le volet technique mais également administratif, permettant à la collectivité de répondre à ses obligations règlementaires.

Pour l'année 2026, la rémunération de l'EPTB Somme AMEVA s'élèvera à 8 917 € (prestations non soumises à la TVA) pour les 4 systèmes d'assainissement collectif.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'environnement, notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 relatifs aux services publics d'assainissement collectif ;
Vu la délibération n° 2017-135 du 20 novembre 2017 arrêtant les statuts et compétences de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme ;
Vu les termes de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2018 reconnaissant les statuts de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme en matière d'assainissement sur son territoire ;
Vu le transfert de la compétence « Assainissement » à la CCES à compter du 1er janvier 2019 ;

Le conseil communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

- accepte la proposition d'assistance technique en assainissement collectif pour les années 2026, 2027 et 2028 ;

- autorise le Président à signer la convention triennale avec l'EPTB Somme AMEVA, annexée à la présente délibération, pour ces prestations, qui s'élèvent à 8 917 € pour l'année 2026.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 18/12/2025

2025-185
RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION « MATAER » DE L'AMEVA POUR LA MISSION D'ASSISTANCE TECHNIQUE A L'AMENAGEMENT ET A L'ENTRETIEN DES RIVIERES – 2025 / 2027

Depuis 2007, l'EBTP Somme – AMEVA propose à ses membres un dispositif d'accompagnement mutualisé dénommé : « Mission d'Assistance Technique à l'Aménagement et à l'Entretien des Rivières » (MATAER). Dévolu initialement au suivi de programmes de restauration et d'entretien de cours d'eau, le champ d'intervention de la mission MATAER s'est au fil du temps considérablement diversifié afin de répondre aux évolutions réglementaires et enjeux du territoire tels que :

- *Le rétablissement de la continuité hydro-écologique ;*
- *La réforme de l'autorisation environnementale ;*
- *La mise en place de la compétence GEMAPI pour les EPCI à fiscalité propre, etc.*

Elle couvre désormais tous projets en lien avec la gestion des milieux aquatiques et zones humides sur les bassins de la Somme, des Bas Champs et du Marquenterre.
La mise en œuvre, depuis le 1er janvier 2025, du 12ème programme de financement de l'Agence de l'Eau Artois Picardie ainsi que les modalités du nouveau programme FEDER, ont conduit l'EBTP à ne plus proposer ce dispositif sous forme de mutualisation à l'échelle du bassin versant de la Somme. Une nouvelle proposition d'accompagnement individualisé permet en effet de limiter les pertes de subvention attendues sous condition d'un portage direct de la mission par les maîtres d'ouvrage.

Au regard des projets déjà engagés par les bénéficiaires de la mission, le comité syndical, à l'unanimité par délibération du 03/06/2025 de l'EBTP, a décidé de proposer la reconduction du dispositif mutualisé sur la période 2025-2027 en contrepartie d'un reste à charge plus important. Cette procédure transitoire sera conduite dans l'attente de la mise en place d'un nouveau plan de gestion global à l'échelle de chaque masse d'eau en coordination avec les EPCI « Gémapiens » et les associations syndicales éventuellement concernés.
La mission s'articule autour de 5 éléments principaux :

- *L'assistance pour la mise en œuvre de programmes de travaux sur les cours d'eau ;*
- *L'assistance pour la mise en œuvre de programmes de restauration, préservation et de valorisation des zones humides ;*
- *La restauration des continuités hydro-écologiques ;*
- *Le suivi et l'évaluation des interventions, au travers de la mise en place d'indicateurs ;*
- *L'animation du dispositif.*

La mission « MATAER », proposée dans le cadre de la convention annexée, bénéficiera d'un cofinancement de l'Europe (Fonds FEDER), de l'Agence de l'Eau Artois Picardie et des membres de l'EBTP adhérents.
Ainsi au travers de cette convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage par référence à l'article 5.2 « Compétences optionnelles » de ses statuts, l'AMEVA s'engage à apporter son concours technique et administratif permettant la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des travaux engagés par la CCES.
La rémunération de l'EPTB Somme AMEVA s'élèvera à 4 473,02 € net en moyenne par an pour les années 2025 et 2026 (prestations non soumises à la TVA).

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la délibération n° 2017-135 du 20 novembre 2017 arrêtant les statuts et compétences de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme ;
Vu les termes de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2018 reconnaissant les statuts de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme, notamment en matière de GEMAPI ;
Vu la Directive Cadre Européenne 2000/60/CE et les orientations du SDAGE Artois-Picardie fixant l'atteinte du bon état écologique des cours d'eau ;
Vu l'étude de programmation de travaux élaborée par l'EPTB Somme-AMEVA.

Le conseil communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

- accepte la proposition de Mission d'Assistance Technique à l'Aménagement et à l'Entretien des Rivières pour les années 2025, 2026 et 2027 ;

- autorise le Président à signer la convention avec l'EPTB Somme AMEVA, annexée à la présente délibération, pour ces prestations.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 18/12/2025

2025-186
APPROBATION DU REGLEMENT DE COLLECTE DES ORDURES MENAGERES ET ASSIMILES

Dans le cadre de l'organisation du service public de gestion des déchets, il est nécessaire de doter la Communauté de Communes d'un règlement de collecte des ordures ménagères et assimilées (OMA). Ce document vise à fixer les modalités techniques et juridiques de la collecte, à encadrer les relations entre les usagers et le service, à garantir le bon fonctionnement du service public, et à assurer la conformité réglementaire des pratiques de collecte et de traitement. La mise en place de ce règlement permettra également de prévenir les litiges éventuels avec les usagers ou les prestataires, tout en affirmant la responsabilité de la collectivité dans le respect de ses obligations environnementales.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.5214-16 relatif aux compétences des communautés de communes ;

Vu la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (Grenelle 1) ;

Vu la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (Grenelle 2) ;

Considérant la nécessité de doter le territoire d'un règlement de collecte permettant de formaliser les modalités d'accès et de fonctionnement du service public de gestion des déchets ;

Considérant que ce règlement vise à garantir :
- le respect de la réglementation en matière de collecte des déchets,
- la définition des responsabilités des usagers,
- la sécurisation juridique du service,
- le bon déroulement de la collecte, du traitement et de la valorisation des déchets.

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré par, 53 voix pour, 4 abstentions (Mmes CHAPUIS-ROUX Elodie, DELEFORTRIE Luciane, VASSEUR Julie, M. ZOIS Christophe,

. approuve le Règlement de Collecte des Ordures Ménagères et Assimilés (OMA), tel qu'annexé à la présente délibération.

. autorise le Président à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 18/12/2025

2025-187
APPROBATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR
DES DÉCHETTERIES COMMUNAUTAIRES DE HAM ET NESLE

Dans le cadre de sa compétence en matière de collecte et de traitement des déchets des ménages et déchets assimilés, la Communauté de Communes de l'Est de la Somme exploite deux déchetteries intercommunales situées à Ham et à Nesle. Ces équipements, classés au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), constituent un maillon essentiel du service public de gestion des déchets et de la lutte contre les dépôts sauvages.

Depuis l'approbation du précédent règlement en 2021, l'évolution des pratiques, la mise en place de nouveaux dispositifs de contrôle, ainsi que la nécessité d'harmoniser les conditions d'accès sur les deux sites ont rendu nécessaire une mise à jour du document. En particulier, la généralisation de la carte d'accès communautaire, désormais obligatoire pour l'utilisation des deux déchetteries, requiert une adaptation du règlement afin d'assurer une gestion stricte des flux, une meilleure traçabilité des apports, et un accès réservé aux usagers du territoire.

Le règlement intérieur révisé intègre donc ces évolutions, précise les droits et obligations des usagers, actualise les modalités d'exploitation des sites et renforce les règles de sécurité et de dépôt. Il convient, en conséquence, d'adopter ce nouveau document afin de garantir un fonctionnement harmonisé et conforme aux exigences réglementaires.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.5214-16 relatif à la compétence « collecte et traitement des déchets des ménages et des déchets assimilés » confiée aux communautés de communes,

Vu le Code de l'environnement, et notamment son article L.541-1 relatif aux objectifs et principes de la politique nationale de prévention et de gestion des déchets, ainsi qu'à la responsabilité du producteur ou détenteur de déchets,

Vu la législation applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 fixant les prescriptions générales applicables aux installations soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2710-2 « installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets »,

Vu la délibération n°2021-120, en date du 22 juin 2021, relative à l'approbation du règlement intérieur des déchetteries de Ham et de Nesle,

Considérant que la collectivité est compétente pour la gestion des déchets sur l'ensemble de son territoire,

Considérant que le règlement a pour objet de définir les conditions d'utilisation des déchetteries intercommunales,

Considérant la nécessité de modifier le règlement en vigueur, notamment en restreignant l'accès aux déchetteries communautaires aux seuls usagers titulaires d'une carte d'accès délivrée par la Communauté de Communes,

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

.approuve le règlement intérieur des déchetteries communautaires de Ham et de Nesle, tel qu'annexé à la présente délibération, lequel se substitue au règlement précédemment approuvé par la délibération n° 2021-120 du 22 juin 2021.

. autorise le Président à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

Reçu à la préfecture de la Somme
le 18/12/2025

2025-188
TARIFS DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF (ANNEE 2026)
PART COMMUNAUTAIRE & PERFORMANCE DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n° 2017-135 du 20 novembre 2017 arrêtant les statuts et compétences de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme ;

Vu les termes de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2018 reconnaissant les statuts de la Communauté de Communes de l'Est de la Somme en matière d'assainissement sur son territoire ;

Vu le transfert de la compétence « Assainissement » à la CCES à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L2224-12-3 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° **24-A-067 du 15/10/2024** du conseil d'administration de l'Agence de l'eau Artois Picardie portant sur le projet de taux de redevances des années 2025 à 2030 et saisine des comités de bassin pour avis conforme et notamment ses articles 2.4 et 2.5 ;

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L213-10-6, et articles D213-48-12-8 à -13, et D213-48-35-2 dans leur version applicable à compter du 1er janvier 2025 ;

Vu l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées modifié, dans sa version applicable au 1er janvier 2025 ;

Considérant que le prochain contrat de concession de service public pour l'exploitation des unités techniques de collecte, de transport et traitement des eaux usées de la CCES est attribué à un seul et unique exploitant à compter du 1er janvier 2026 ;

Considérant que la convention de mandat entre la CCES et son désormais seul et unique délégataire, est à établir à compter du 1er janvier 2026 pour la facturation, l'encaissement et le reversement des redevances assainissement ;

Considérant la réforme de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif applicable à compter du 1er janvier 2025 ;

Considérant que l'Agence de l'eau Artois Picardie a fixé **à 0.10 € HT par mètre cube** le tarif de base de la redevance « performance des systèmes d'assainissement collectif » pour l'année 2026 ;

Considérant les coefficients de modulation simulés via l'outil mis à disposition par l'Agence de l'Eau, le **coefficient de modulation global retenu pour l'année 2026 est de 0.352** pour la redevance performance des « systèmes d'assainissement collectif » ;
Considérant qu'il convient de fixer le tarif de la contrevaleur pour la redevance pour performance de systèmes d'assainissement, qui doit être répercutée sur chaque usager du service public d'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assainie ;

Considérant qu'il appartient aux entités en charge du recouvrement de la redevance d'assainissement collectif de facturer et d'encaisser auprès des usagers ce supplément au prix du mètre cube d'eau assainie et de reverser à la communauté de communes de l'Est de la Somme les sommes encaissées à ce titre dans le cadre du contrat et/ou du mandat d'encaissement ;

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

- **fixe à 0.0352 € HT / m3 la contre-valeur** correspondant à la « redevance pour performance des systèmes d'assainissement collectif » devant être répercutée sur chaque usager du service public d'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assaini, applicable à compter du 1er janvier 2026 ;
- **fixe les tarifs annuels pour de l'année 2026 comme suit :**
  > Pour tout administré du territoire communautaire redevable de l'assainissement collectif :
  Part fixe communautaire : **40.00 € HT par an -** (inchangée par rapport à 2025)
  Part proportionnelle communautaire : **1.50 € HT / m³ -** (inchangée par rapport à 2025)
  Redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif : **0.0352 € HT / m³ -** (+ 0.0052 € HT / m³ par rapport à 2025)

> Pour les communes extérieures à la CCES (Hameau de Malakoff, commune de Sommette Eaucourt (Aisne) et la commune de Golancourt (Oise) :

Part proportionnelle communautaire : **1.50 € HT / m³ -** (inchangée par rapport à 2025)
Redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif : **0.0352 € HT / m³ -** (+ 0.0052 € HT / m³ par rapport à 2025)

Reçu à la préfecture de la Somme
le 18/12/2025

2025-189
CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE 2026-2030

La Convention Territoriale Globale (CTG) constitue un outil stratégique conclu entre les Caisses d'Allocations familiales et les collectivités territoriales afin d'améliorer la coordination, la lisibilité et l'efficacité des services rendus aux familles sur un territoire donné.

La Communauté de Communes de l'Est de la Somme (CCES) est engagée depuis 2018 dans cette démarche partenariale, aux côtés de la Caf de la Somme, de la MSA et des communes signataires. La CTG permet de structurer et de planifier l'offre de services dans les domaines de la petite enfance, de l'enfance, de la jeunesse, de la parentalité, de l'accès aux droits, de la cohésion sociale ou encore du logement.

La CAF de la Somme propose aujourd'hui le renouvellement de cette convention pour la période 2026-2030, afin d'assurer la continuité des actions menées, de maintenir les financements existants (dont le Bonus Territoire et le poste de chargé de coopération), et d'accompagner l'évolution des besoins identifiés localement.

L'animation et la coordination du volet petite enfance et communication relèvent de la CCES ; les autres volets thématiques sont confiés au Centre Social Intercommunal Est Somme dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens qui le lie à la CCES.
Le renouvellement de la CTG permettra également aux communes du territoire, si elles le souhaitent, d'adhérer par voie d'avenant pour développer de nouveaux projets au bénéfice des familles, ouvrant droit à des financements spécifiques de la branche Famille.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que la CCES est signataire de la Convention Territoriale Globale depuis 2018 et que la Caf de la Somme propose de la renouveler pour la période de 2026 à 2030 et ainsi maintenir les financements existants (Bonus territoire et poste de chargé de coopération),

Considérant que la CCES a en charge l'animation et la coordination de cette convention sur le thème de la petite enfance et de la communication,

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs, de moyens et de partenariat liant la Communauté de Communes de l'Est de la Somme et l'association du Centre Social Intercommunal Est Somme, et confiant au centre social l'animation et la coordination de cette convention sur les thèmes de l'enfance, la jeunesse, l'accès aux droits, le logement, l'accès au numérique, etc.,

Considérant que la Convention Territoriale Globale rassemble la CCES, la Caf de la Somme, la MSA et les communes signataires afin d'améliorer et de développer les services offerts aux familles sur le territoire intercommunal qu'il s'agisse des modes de garde du jeune enfant (Relais Petite Enfance, crèches, etc.), d'activité de loisirs éducatifs à destination des enfants et des adolescents (Accueil Collectif de Mineurs, etc.), d'accès aux droits (facilitation numérique, France Service, etc.), etc.,

Considérant que cette convention est également accessible par voie d'avenant aux communes qui souhaiteront développer de nouveaux services aux familles en lien avec leur projet et les besoins recensés sur le terrain,

Considérant que cette convention permet aux collectivités signataires de maintenir les financements inscrits dans la Convention Territoriale globale 2023-2025, et qu'elle permettra également d'ouvrir à de nouveaux financements lorsque des communes du territoire souhaiteront développer de nouveaux services aux familles (Bonus Territoire).

Le Conseil Communautaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

- approuve la Convention Territoriale Globale couvrant la période 2026-2030, annexée à la présente délibération,

- autorise le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'application de la présente délibération,

Reçu à la préfecture de la Somme
le 18/12/2025

M. RIOJA : Avant de nous quitter, M. le maire de Croix-Moligneaux m'a confié un message à vous faire passer. Les membres du Conseil municipal sont heureux de vous convier à la cérémonie des vœux qui aura lieu le vendredi 9 janvier 2026 à 18h00 à la salle polyvalente. Pour finir, compte tenu que c'est le dernier conseil de l'année, je vous propose de finir cette séance autour d'un verre au niveau du bar de la Nouvelle Scène.

M. LALOI : Il y a quelques semaines je vous ai adressé un courrier concernant deux voiries communautaires sur la commune d'Esmery-Hallon qui sont dans un état déplorable vous prévenant des risques que cela pouvait occasionner, des trous de plus de 2 mètres de long sur au moins 50 cm de large. Evidement des jeunes mariés ont pris un trou, ont éclaté un pneu, ils se sont naturellement tournés vers la commune. Je les ai renvoyés vers la Communauté de Communes, puisqu'elle a l'entretien de ses voiries.

Ils sont revenus me voir en me disant que c'était à la commune de faire l'entretien en attendant l'intervention de la Com de Com. Je me suis entretenu avec un technicien qui m'a dit que non ça n'a jamais été dit. Mais il y avait des décisions d'élus pour ne pas rembourser le pneu de ce jeune couple. Donc il y a eu des interventions d'élus pour ne pas rembourser ce jeune couple. De toute façon ils vont faire une déclaration à leur assurance, donc assurance contre assurance. Vu la taille du trou, je ne pense pas que la Com de Com aura gain de cause sur cette affaire. Elle devra malgré tout rembourser un pneu. Mais je dois préciser aussi qu'il y a eu très peu d'entretien sur ces voiries ou alors mal fait à mon avis. C'est une autre histoire.

M.RIOJA : Quand vous nous dites que l'intercommunalité n'a pas fait de travaux ; les travaux réalisés en 2022 ont représenté 93 096.00 € à la fois du côté de la ferme Bonneuil ainsi que la route de Flavy.

M. LALOI : Je serais curieux de savoir quelles sont ses réparations si vous incluez dedans les accotements; ce n'était ni fait ni à faire.

M. RIOJA : Non, d'abord, les accotements ce n'est pas de notre ressort. Nous, nous avons que la bande de roulement.

M. LALOI : Et bien à l'époque, les accotements c'est vous qui les avez faits sur toute la longueur.

M. RIOJA : C'est un tort. Ce n'est pas à nous de les faire. Vous nous avez envoyé des photos. Vous avez bien fait. Quand vous voyez l'état de la route, encore je ne dis pas qu'il n'y a pas un trou, mais de toute façon il y a un programme qui est lancé, une commande est passée pour faire les réparations qui s'imposent. Généralement, M. le Maire, c'est surtout sur votre commune qui ont eu lieu les investissements concernant les routes. Mais vous n'y êtes pour rien. Quand vous avez des énormes engins maintenant qui passent d'un côté comme de l'autre et quelque fois se croisent, il est bien évident que les bas-côtés trinquent et que les bordures des routes trinquent aussi.

M. LALOI : Surtout quand on a rasé les bas-côtés sur toute la longueur.

M. RIOJA : N'empêche que le problème reste entier.

M. LALOI : Ça c'est une autre question. Le jeune couple s'est pris un trou sur la route, un gros trou et il y en a sur toute la longueur. Et la réponse de la Com de Com, c'est non.

M. RIOJA : Enfin bref, je vais investiguer le sujet. Quoiqu'il en soit la commande est passée cette année de façon à pouvoir travailler dans les meilleurs délais. Ce sera début janvier.

M.LEGRAND : Je voulais compléter l'information sur les réseaux routiers. Je vous rappelle que vous avez la compétence de certaines routes qui sont exclusivement Pays Hamois, une compétence qui avait été assuré par le Pays Hamois. Au moment de la fusion, il y avait une dépense annuelle inscrite qui a été perdue depuis puisque vous venez d'annoncer que vous avez fait 90 000 comme si c'était glorieux, ça ne l'est pas. On est très loin du compte pour pouvoir entretenir les kms de voiries qui sont communautaires.

M. RIOJA : 50 kms Monsieur.

M. LEGRAND : Justement, c'est plutôt 300 000 annuel pour pouvoir maintenir un réseau qui soit en état comme il l'était en 2017. Aujourd'hui, ça va encore, mais il va commencer à se dégrader. Faute d'entretien

suffisant depuis 7 ou 8 ans et on va payer l'addition un moment ou un autre. Maintenant concernant les accotements, je pense que la collectivité qui a la compétence voirie, que ce soit les communes, les Communauté de Communes, le département, doivent assumer l'entretien des accotements et le fauchage. Parce que le fauchage des talus qui n'est pas fait sur les routes communautaires chez nous peut être dangereux. Je crois que ça vous concerne.

M. RIOJA : Je vous invite à regarder mais c'est non.

M. LEGRAND : Moi j'entretiens mes voiries et mes fauchages mais pas celles des autres.

M. RIOJA : Vous comprendrez M. le maire d'autant plus si je ne m'abuse, le budget n'a pas été voté. Que cette année est particulière car on n'a pas l'argent. Si vous voulez on reporte à 2026 vous aurez tout à loisir de mettre les sommes supplémentaires.

M. LEGRAND : S'il n'a pas été voté, c'est parce qu'on n'était pas d'accord avec vous.

M. DUCAMPS : On a quand même l'argent pour acheter les terrains de Nesle et pas ceux de…

M. RIOJA : Ça n'a rien avoir Monsieur. Comparons ce qui est comparable. C'est n'importe quoi. Je lève la séance.

Séance levée à 21 heures

Le secrétaire de séance,

Catherine LARDOUX

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'EST DE LA SOMME 80400 EPPEVILLE

Le Président,

José RIOJA